LE JEUNE INDEPENDANT
N° 6719 - DIMANCHE 21 JUIN 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

CRISE LIBYENNE

Tebboune reçoit Fayez Al Sarraj

Page 3

COVID-19

127 nouveaux cas et 12 décès en 24 heures

Page 2

Recrudescence du nombre de cas du Covid-19

LA SITUATION N'EST PAS RASSURANTE



Ce que l'on craignait est arrivé. Un relâchement dans le respect des mesures barrières depuis le début du déconfinement est enregistré dans plusieurs localités du pays. Résultat : le nombre de contamination et décès dus au COVID-19 a augmenté de manière inquiétante. Le reconfinement doit être reconduit, notamment dans certaines wilayas où des foyers de contamination ont apparu.

Page 2



MADJIB NEHME AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«DANS CETTE CRISE DE COVID-19 L'ALGÉRIE S'EN SORT GRANDIE»

A l'instar de nombreux autres pays du monde, l'Algérie se prépare à la levée du confinement, après une lutte lancée contre le Covid-19 qui bouleversé d'un côté l'ordre mondial et révélé un retour au nationalisme étroit et réfractaire à toute solidarité entre les peuples. Majed Nehme, Directeur de la rédaction du magazine «Afrique-Asie», évalue dans cet entretien accordé au *Jeune Indépendant*, l'état des lieux découlant d'une pandémie aux effets inédits, son incidence sur les relations internationales et les actions menées par l'Algérie pour juguler une crise des plus douloureuses.

Pages 4 et 5

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

CORONAVIRUS

127 nouveaux cas, 12 morts en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré hier 127 nouveaux cas de contamination, 128 guérisons et 12 décès en 24 heures, portant le total des cas confirmés à 11.631, des guérisons à 8.324 et celui des décès à 836, a déclaré hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar. «Cent-vingt-sept nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 128 guérisons et douze décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie», a indiqué Pr Fourar. Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination au Covid-19 s'élève à 27.04 cas pour 100.000 habitants. Le responsable a signalé que les décès ont été recensés dans les wilayas de Tamanrasset, Blida, Sétif, Biskra, Oum el Bouaghi, Tébessa, Adrar, Annaba et Mila, ajoutant que les personnes âgées de plus de 65 ans représentent 66% du total des cas de décès. Il a aussi noté que 29 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, tandis que 14 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant la même période. Le porte-parole a aussi relevé que les personnes âgées entre 25-60 ans représentent 56 % des cas confirmés. Concernant les patients sous traitement, Pr Fourar a souligné que leur nombre a atteint 24.603, dont 9.864 cas confirmés par analyses en laboratoires (PCR) et 14.739 cas suspects diagnostiqués par examen radiologique et scanner thoracique, notant que 38 patients sont actuellement admis dans les unités de soins intensifs. Enfin, Pr Fourar a rappelé l'impératif de faire preuve de prudence permanente en respectant strictement les conditions d'hygiène, la distanciation sociale, le confinement et le port obligatoire du masque en toutes circonstances pour endiguer la pandémie. A l'échelle mondiale, le nouveau coronavirus a fait au moins 459.976 morts depuis que la Chine a fait officiellement état de l'apparition de la maladie en décembre, selon un bilan établi hier à partir de sources officielles . Plus de 8.680.640 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 4.029.700 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées. Les Etats-Unis, demeurent le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 119.131 décès pour 2.222.576 cas. Au moins 606.715 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 48.954 morts pour 1.032.913 cas, le Royaume-Uni avec 42.461 morts (301.815 cas), l'Italie avec 34.561 morts (238.011 cas) et la France avec 29.617 morts (195.953 cas). La Chine a officiellement dénombré un total de 83.352 cas (27 nouveaux cas enregistrés hier), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.410 guérisons. L'Europe totalisait hier 192.158 décès pour 2.500.091 cas, les Etats-Unis et le Canada 127.518 décès (2.323.141 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 91.377 décès (1.959.837 cas), l'Asie 28.022 décès (980.592 cas), le Moyen-Orient 13.109 décès (621.260 cas), l'Afrique 7.661 décès (286.882 cas), et l'Océanie 131 décès (8.846 cas).

Mohamed Mecelti

LYES MERABET AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«LA SITUATION N'EST PAS RASSURANTE»

Ce que l'on craignait est arrivé. Un relâchement dans le respect des mesures barrières depuis le début du déconfinement est enregistré dans plusieurs localités du pays. Résultat : le nombre de contamination et décès dus au COVID-19 a augmenté de manière inquiétante. Le reconfinement doit être reconduit, notamment dans certaines wilayas où des foyers de contamination ont apparu.



Devant cette situation inquiétante, les spécialistes sont catégoriques : il faut reconfiner en urgence. C'est notamment la recommandation de Lyes Merabet, président du syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP). Joint par téléphone, il affirme que «la situation n'est pas du tout rassurante», compte tenu de la hausse quotidienne des contaminés et de décès.

Signalant que le nombre des contaminés est plus élevé par rapport aux chiffres annoncés, d'autant qu'on est en situation de sous dépistage, Merabet estime que le confinement doit être imposé de nouveau, notamment dans certains wilayas ou communes où des foyers de contamination ont apparu, en l'accompagnant avec un dépistage ciblé. «La décision du confinement a été motivée par des considérations sanitaires, on peut reconsidérer cette décision et décider d'un reconfinement, car la situation sanitaire le dicte», a-t-il indiqué, soulignant la nécessité de coordination, d'autant précise-t-il, que le ministère de la Santé travaille seul et n'implique aucunement les syndicats de la santé.

«On subit les décisions prises dans des cercles restreints», souligne le président du SNPSP, qui dit «qu'on a déconfiné rapidement». Selon lui, la décision a été prise pour pallier aux conséquences économiques et sociales du confinement. Or, la décision doit être motivée essentiellement par des indicateurs épidémiologiques et sanitaires, en tenant en compte la situation sociale et économique. Selon lui, même si on décide du déconfinement, cette mesure doit être accompagnée pour éviter l'apparition d'autres foyers de contamination.

Il signale également le non-respect des mesures barrières et un relâchement dans plusieurs secteurs. Sur ce front, il cite le recul des collectivités locales et la disparition du travail associatif qui avait joué un grand rôle dans la sensibilisation et la prévention. «Les opérations de nettoyage, bien qu'elles ne soient pas nécessaires comme le démontrent plusieurs études, ne se font plus, alors qu'elles avaient un impact psychologique sur les personnes qui adhéraient à cette démarche», a-t-il précisé. Le praticien de santé publique préconise cependant la sensibilisation, surtout estime-t-il, qu' «on a cédé le terrain» et certains doutent même de l'existence de cette maladie et ne respectent pas les mesures barrières. Outre la sensibilisation, il juge nécessaire de sévir contre les récalcitrants surtout que le cadre réglementaire est là.

Evoquant la situation des professionnels de la santé, Merabet estime que le secteur de la santé est lésé. «Beaucoup d'entres eux ont contracté le COVID- 19 et ont contaminé leur entourage», a-t-il fait savoir, signalant l'épuisement du personnel.

Lyes Merabet qui dit que c'est irresponsable d'organiser des marches dans ces conditions sanitaires, termine en tirant la sonnette d'alarme : on s'attend à un pic de contamination. «On va connaitre une situation plus compliquée que ce nous avons vécu avant», met-il en garde, car on est dans une situation de déconfinement sans respect des conditions préconisées par les spécialistes.

Lilia Aït Akli

HAUSSE DU NOMBRE DE PATIENTS EN RÉANIMATIONS

Benbouzid juge la situation inquiétante

LA RECRUDESCENCE des cas du Covid-19 ainsi que la hausse sensible du nombre de patients en réanimation, qui est passé de 25 malades à 53 en quelques jours, inquiètent le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid.

«Nous constatons qu'il y a élévation du nombre des cas mais ce n'est pas ce qui inquiète. Ce qu'il l'est c'est l'élévation des cas en réanimation, donc des cas graves. Cela signifie peut-être que la virulence du virus s'est élevée, mais cela peut signifier aussi qu'il y a plus de cas. On sait bien que le virus circule au sein de la population», a déclaré Pr Benbouzid, hier lors d'une visite de travail dans la wilaya de Boumerdès.

Le ministre a cité une autre source d'inquiétude pour son département, en l'occurrence la saturation des hôpitaux à près de 75%. «C'est une moyenne. La cause de cette saturation ce sont les cas suspects admis et qui attendent les résultats», explique le ministre qui annonce avoir demandé aujourd'hui au comité scientifique de veille et de suivi de l'épidémie de coronavirus d'»étudier la possibilité de réduire la durée du séjour hospitalier à 5 jours», et «voir dans quelle mesure les cas bénins peuvent-ils être traités». «Je précise que cela se fait partout ailleurs, que l'on ne pense pas que c'est nous qui voulons cacher une réalité. Ils sont rares les pays qui confinent pendant 14 jours comme nous le faisons. Le comité scientifique Covid va étudier la possibilité de confiner certains patients et les traiter chez eux», souligne Abderrahmane Benbouzid.

Pour sa part le Pr Djamel Fourar, porte-parole du comité scientifique, a évoqué la possibilité de reconfiner certaines wilayas en raison de la hausse des cas de contamination à cause du non-respect des gestes barrières, notamment le port du masque et la distanciation physique.

S'agissant du réaménagement des horaires de confinement, Pr Benbouzid a réitéré que cette décision ne dépendait pas du Comité mais de l'autorité politique qu'est le Premier ministre. Il reconnait la difficulté de rendre applicable cette décision étant donné les conditions de vie d'une frange importante de la population souvent contrainte à l'exiguïté.

«Il est très difficile de confiner chez nous. Vous avez des familles de 12 ou 13 personnes dans un appartement. Je quitte le ministère après le début du confinement et je trouve des jeunes rassemblés devant les cages d'escaliers. Il ne faut pas voir les gens qui ont une grande maison, il faut voir aussi les gens des quartiers populaires…», admet-il.

Nassim Mecheri

CRISE LIBYENNE

TEBBOUNE REÇOIT FAYEZ AL SARRAJ

Comme annoncé par Le Jeune Indépendant dans son édition d'hier, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier à Alger, le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'entente nationale de l'État libyen frère, Fayez Al-Sarraj, en visite de travail d'une journée à Alger à la tête d'une délégation importante.



Cette visite s'inscrit dans le cadre «des efforts intenses consentis par l'Algérie visant la reprise du dialogue entre les frères libyens en vue de trouver une solution politique à la crise libyenne, une solution basée sur le respect de la volonté du peuple frère et la garantie de son intégrité territoriale et de sa souveraineté nationale, loin de toute intervention militaire étrangère» a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, Fayez Al-Sarraj, est arrivé hier matin à Alger pour une visite d'une journée en Algérie. Il a été accueilli, à l'aéroport international Houari Boumediene, par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, ainsi que par le ministre des Affaires étrangères Sabri Boukadoum, et celui de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud.

Cette visite intervient une semaine après celle du président de la Chambre libyenne des députés, Aguila Salah Aissa, l'Algérie multiplie ses efforts pour une médiation entre le GNA et le maréchal Haftar. Le président Tebboune avait affirmé que la solution pour la Libye ne pourrait être militaire, réitérant la disponibilité de l'Algérie ,qui se tient à équidistance de l'ensemble des parties dans ce pays, à mettre un terme à la crise et à stopper l'effusion de sang.

«Nous avons tenté par tous les moyens de résoudre cette crise de manière pacifique, et nous nous mettons à équidistance de toutes les parties du conflit», a-t-il souligné, rappelant par là même les efforts diplomatiques de l'Algérie et ses contacts avec les différentes parties libyennes. Affirmant que toutes les parties libyennes se fient à l'Algérie, étant le seul pays à pouvoir réunir les belligérants, qu'ils soient tribus ou responsables.Une initiative a été lancée par l'Égypte pour relancer l'accord de Berlin auquel l'Algérie y a souscrit, mais cette dernière a été refusée par le GNA qui a estimé que «cette initiative ne vise qu'à geler le front pour éviter une nouvelle défaite à Khalifa Haftar». Pour sa part, la Turquie qui a rejeté également l'initiative égyptienne poursuit son offensive militaire avec l'utilisation de la base navale de Misrata et de la base aérienne d'Al Watiya.

Sur le terrain, le rapport de force s'est inversé depuis plusieurs jours en faveur du camp du GNA aux dépens de l'armée de Haftar, soutenue par l'Égypte, la Russie et les Emirats arabes unis. L'intervention directe de la Turquie dans le conflit libyen a scellé l'échec de l'offensive de l'ANL lancée en avril 2019 sur Tripoli pour renverser le GNA mais en même temps à exacerber la tension en Libye, amenant la communauté internationale à appeler à un cessez-le feu et au retrait des forces étrangères.

Cette intervention turc a créé une tension avec la France, cette dernière avait accusé le soutien militaire de la Turquie au Gouvernement d'union libyen (GNA) de «violation directe de l'embargo des Nations unies». La Turquie a rejeté ces critiques sur son soutien armé au gouvernement de Tripoli en Libye, accusant à son tour Paris de faire «obstacle à la paix» en appuyant le camp adverse. La France, bien qu'elle s'en défende publiquement, est souvent accusée de soutenir Haftar, qui a récemment subi de lourdes défaites sur le terrain.

Nassim Mecheri

DE NOMBREUX POINTS À L'ORDRE DU JOUR

Concertations entre Ouadjaout et les syndicats de l'éducation

LA SITUATION actuelle du secteur de l'éducation en ce temps de crise sanitaire, la préparation de la prochaine rentrée scolaire, ainsi que l'organisation des examens de fin de cycles, seraient probablement à l'ordre du jour, dans une rencontre aujourd'hui, entre le ministre de l'éducation nationale Mohamed Ouadjaout et les syndicats du secteur.

Le ministre de l'éducation a convié les syndicats du secteur à des rencontres bilatérales, dans le but de reprendre les consultations, qui avaient été suspendues plutôt en raison de situation de crise, provoquée par la propagation du Coronavirus. Ouadjaout rencontrera, en effet, chaque président de syndicat séparément, pour une durée d'une demi-heure, consacrée à la prochaine rentrée scolaire, ainsi qu'à l'organisation des examens de fin de cycles. Dans ce registre, les syndicats du secteur comptent réitérer leurs inquiétudes quant au maintien de l'examen du brevet de l'enseignement moyen (BEM).

Ces derniers, se sont montrés «sceptiques» quant au maintien du BEM et la date de son déroulement. Il faut rappeler, que syndicats, enseignants et parents d'élèves avaient salué l'annonce de fin de l'année scolaire et l'annulation de l'examen de 5e, vu l'impossibilité du retour aux classes dans ce contexte d'épidémie.

Toutefois, le maintien du BEM a été toujours un point de discorde entre les syndicats et la tutelle. C'est le cas du syndicaliste indépendant Nabil Ferguenis qui a fait part, à maintes reprises, de ses craintes quant à un relâchement scolaire de la part des candidats au BEM, vu que les épreuves se dérouleront six mois après la rupture scolaire. «Nous savons tous que l'accès au cycle secondaire se fait en réalité à travers deux voies : l'évaluation continue (qui reflète réellement l'effort de l'élève) et la note du BEM. Pourquoi alors choisir la voie la plus compliquée techniquement, la plus coûteuse et la plus lourde psychiquement», s'est-t-il interrogé.

M. Ferguenis évoque plusieurs obstacles pouvant contraindre les élèves à mieux se préparer, notamment l'état mental d'enfants d'à peine 15 ans au jour de l'examen alors, dit-t-il, qu'ils auront quitté l'école 6 mois avant.

Il s'est posé également la question sur l'encadrement des révisions pour les élèves, surtout par cette conjoncture de confinement, sachant que ce n'est pas tous les parents qui peuvent suivre leurs enfants, qui ne savent pas à quel cours ils doivent cesser les révisions.

En revanche, le syndicaliste affirme que la voie la plus sage, plus sanitaire et moins compliquée serait en effet de prendre la même mesure concernant l'examen de la cinquième, de comptabiliser les deux trimestres pour l'admission au cycle secondaire, sachant que les 2/3 du programme ont été réalisés. Une position partagée par Ali Benzina, président de la fédération nationale des parents d'élèves qui a mis en avant la longue rupture pédagogique de plus de six mois (mars-septembre), et qui risque de produire des effets négatifs sur les élèves.

Ces derniers pourraient, dit-il, tout oublier d'ici début septembre, date de l'examen. La fédération des parents d'élèves redoute qu'il y ait une «forte pression psychologique» à laquelle seraient soumis les élèves candidats, les empêchant ainsi de se concentrer dans la préparation de leur examen.

Lynda Louifi

APPELS SÉPARATISTES DE FERHAT MEHENNI

Le Parti de la Liberté et de la Justice condamne

LE PARTI de la Liberté et de la Justice (PLJ) a condamné, hier samedi, «avec force» les appels séparatistes et d'incitation à la violence lancés par le dénommé Ferhat Mehenni, et appelé les Hautes Autorités du pays «à prendre des mesures immédiates contre l'État qui accueille les activités des traitres séparatistes».

«Le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) condamne avec force les appels séparatistes et d'incitation à la violence lancés principalement à partir de Paris (France) par le dénommé Ferhat Mehenni», lit-on dans un communiqué de cette formation politique.

Pour le PLJ, «même si ces appels ne méritent aucune réaction, étant donné que l'unité du peuple algérien est ancrée à travers des siècles et des siècles de vivre ensemble et irriguée du sang de ses enfants dans chaque coin de notre patrie, il n'en demeure pas moins qu'ils exigent dorénavant une position ferme de la part des Hautes Autorités du pays, et le lancement de poursuites judiciaires contre cet agent qui a été convié à plusieurs reprises à visiter l'entité israélienne usurpatrice et qui avait incité explicitement à constituer des milices contre l'Etat algérien», précise la même source.

Le Parti a appelé les Hautes Autorités du pays «à prendre des mesures immédiates contre l'Etat qui accueille les activités des traitres séparatistes, y compris la révision de la position officielle concernant le Front de libération nationale corse (FLNC) français, conformément au principe de réciprocité, l'un des principes consacrés dans les relations internationales»,conclut le communiqué.

M. D.

MADJIB NEHME AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Dans cette crise de Covid-19 L'ALGÉRIE s'en sort GRANDIE»

A l'instar de nombreux autres pays du monde, l'Algérie se prépare à la levée du confinement, après une lutte lancée contre le Covid-19 qui bouleversé d'un côté l'ordre mondial et révélé un retour au nationalisme étroit et réfractaire à toute solidarité entre les peuples. La Chine, foyer de la pandémie a pris le chemin inverse : combattre le mal chez elle tout en portant assistance aux pays vulnérables. L'Algérie, la Chine et la Russie ont consacré, dans ces circonstances, leurs liens historiques. L'Algérie fut parmi les premiers pays à soutenir la Chine dès l'apparition de la pandémie. La Chine a renvoyé l'ascenseur à l'Algérie. L'axe Alger-Pékin-Moscou en sort renforcé de cette épreuve. Majed Nehme, Directeur de la rédaction du magazine «Afrique-Asie», évalue dans cet entretien accordé au Jeune Indépendant*, l'état des lieux découlant d'une pandémie aux effets inédits, son incidence sur les relations internationales et les actions menées par l'Algérie pour juguler une crise des plus douloureuses. M. Nehme est également l'auteur de plusieurs ouvrages en langue arabe et il a notamment dirigé la publication de l'Encyclopédie politique, en sept volumes. En 2012 il publie «La face cachée des révolutions arabes» qui est son dernier ouvrage à ce jour.*



Le Jeune Indépendant *: La pandémie Covid-19 a bouleversé l'ordre mondial. Pourriez-vous nous en résumer les principaux changements au plan politique, économique et géopolitique ?*

Majed Nehme : Il est encore prématuré de parler de bouleversement politique, économique et géopolitique de l'ordre mondial. Il faut attendre la fin de la pandémie pour en dresser le bilan. Actuellement, le monde vit à l'heure de l'urgence. Tout est mobilisé pour venir à bout de ce fléau qui a touché, d'une manière ou d'une autre, toute l'humanité.

L'heure des bouleversements et des comptes viendra après. Elle viendra inévitablement, car nous ne sommes pas seulement en face d'une crise sanitaire planétaire, mais d'un système mondialisé qui a rendu une telle crise possible. On remarquera que ce sont les pays dotés de structures étatiques fortes et d'une économie sociale et solidaire qui ont jusqu'ici le mieux géré cette pandémie.

La Chine, pays où l'épidémie avait surgi, a réussi, au bout de deux mois, à la juguler. Les pays voisins de la Chine (Vietnam, Corée du Sud, Taïwan …) ont pu limiter le nombre de victimes. Le Vietnam, voisin de la Chine et peuplé de près de 96 millions d'habitants n'a jusqu'ici annoncé aucun décès sur 268 cas positifs. C'est dû, comme en Corée du Sud, à une prise en charge précoce de la menace, comme le dépistage systématique et intelligent des cas avérés et le traçage des personnes qui ont été en contact avec le virus.

Le bilan provisoire de la pandémie atteint, hier plus de 8 800 000 personnes contaminées dont 460 000 morts. On est encore très loin du bilan de la grippe saisonnière dans le monde et qui s'élève, selon l'Organisation mondiale de la santé, jusqu'à 650 000 décès par an !

Toujours selon l'OMS, sur les 56,9 millions de décès survenus dans le monde en 2016, plus de la moitié (54%) sont dus à dix causes principales. Les cardiopathies ischémiques et les accidents vasculaires cérébraux furent responsables de 15,2 millions de décès au total en 2016. Elles sont restées les premières causes de mortalité dans le monde au cours des 15 dernières années.

Les bronchopneumopathies obstructives chroniques ont fait 3 millions de morts en 2016, tandis que les cancers pulmonaires (avec ceux de la trachée et des bronches) ont provoqué 1,7 million de décès. Le diabète a tué 1,6 million de personnes en 2016, contre moins d'un million en 2000. Les décès dus à la démence ont plus que doublé entre 2000 et 2016, ce qui en fait la 5e cause de mortalité dans le monde en 2016 alors qu'ils n'arrivaient qu'en 14eposition en 2000. Les infections des voies respiratoires inférieures, maladies transmissibles les plus mortelles, sont à l'origine de 3 millions de décès dans le monde en 2016. Le taux de mortalité imputable aux affections diarrhéiques a diminué d'un million entre 2000 et 2016, ce qui représente tout de même 1,4 million de décès en 2015.

La tuberculose, même si elle a provoqué moins de morts au cours de cette période, demeure, avec le chiffre de 1,3 million, dans les 10 principales causes de décès. Le VIH/sida n'en fait plus partie : il a provoqué 1 million de décès en 2016 contre 1,5 million en 2000.

Outre ces causes de mortalité, citées par l'OMS, n'oublions pas que la faim et la malnutrition tuent chaque année plus de trois millions de personnes alors que le tabagisme cause la mort de 8 millions de personnes.

Je pourrais élargir ces bilans mortifères à d'autres domaines comme le climat, le terrorisme, les guerres, les accidents technologiques, les catastrophes naturelles, les sanctions et les blocus inhumains (le blocus contre l'Irak de 1991 à 2003 a causé la mort d'un million et demi d'Irakiens !)…

Pourquoi donc cette panique planétaire ? Tout simplement parce que le coronavirus a très vite contaminé l'économie mondiale, qu'il a presque mise à l'arrêt. Cela s'explique par l'impréparation, voire la faillite des systèmes de santé publique dans la plupart des pays qui avaient opté pour une mondialisation sauvage, comme c'est le cas aux États-Unis et dans l'Union européenne.

La pandémie a particulièrement touché ces économies basées sur la délocalisation, synonyme de désertification industrielle, de destruction des services publics, de dominance du secteur tertiaire (qui représente 80% de l'activité économique). Pourtant les alertes ne manquaient pas. Personne n'a voulu tirer les leçons des précédentes pandémies.

Sans remonter jusqu'à celle de l'influenza, dite grippe espagnole vers la fin de la Première Guerre mondiale, et qui avait fauché plusieurs dizaines de millions de vies humaines, citons la pandémie, aujourd'hui oubliée ou occultée de la grippe de Hong Kong qui avait surgi en 1968 provoquant la mort d'un million de personnes dans le monde dont 30.000 en France. Malgré toutes ces alertes, la recherche sur les épidémies n'a pas consacré suffisamment de moyens pour prévenir cette pandémie, qui sera, à n'en pas douter, suivie de bien d'autres.

Pour une raison simple : les vaccins ne rapportent pas beaucoup de profits. Espérons que le Covid-19, qui a contaminé l'économie mondiale, va provoquer un sursaut salvateur dans ce domaine.

Le président américain Donald Trump, qui avait au départ minimisé la gravité du covid-19 en la qualifiant de «grippette», s'est rétracté mais en cherchant à faire porter la responsabilité à l'OMS et la Chine?

Trump n'est pas le seul à avoir minimisé la gravité de cette pandémie. La plupart des pays occidentaux, aujourd'hui les plus affectés, regardaient, amusés, les Chinois combattre le virus. C'est le cas aussi du Brésil qui, jusqu'à aujourd'hui, persiste et signe dans cette voie idéologique, malgré la montée en flèche des décès (15.000 à la mi-mai).

Trump n'accuse pas seulement la Chine et l'OMS, mais aussi la communauté scientifique américaine qui refuse un déconfinement jugé trop rapide. L'actuel locataire de la Maison blanche, candidat républicain à sa propre succession, qui se voyait remporter la présidentielle de novembre de cette année haut la main, se sentdésormais menacé. Son principal atout c'était l'économie. Or avec le coronavirus, l'économie est à terre, le chômage a atteint des taux jamais égalés depuis la Grande Dépression de 1929.

La dette, déjà abyssale, avec 23.223 milliards de dollars au 31 janvier de cette année, va être augmentée de plusieurs autres trillions de dollars avec le coronavirus. A cela s'ajoute la crise pétrolière qui va condamner la plus grande partie des compagnies de gaz de schiste, déjà lourdement endettées, à la faillite. Car avec un prix de pétrole très bas (20 dollars le baril), ces compagnies ne pourront plus continuer à produire avec un coût d'extraction d'au moins 50 dollars.

Face à ces sombres perspectives, Trump essaie de faire diversion en lançant des accusations à l'emporte-pièce. Il a même accusé l'OMS de collusion avec la Chine alors qu'il est de notoriété publique que cette organisation onusienne est très complaisante avec le lobby pharmaceutique américain. Mais quelles que soient les conséquences géopolitiques de cette pandémie, qui n'a pas encore atteint son pic aux États-Unis, tout indique que l'Occident se lance dans une nouvelle guerre froide, contre le géant chinois cette-ci.

Des voix à l'intérieur des États-Unis d'Amérique s'insurgent déjà contre l'incohérence de la politique menée par Donald Trump. L'Amérique peut-elle s'attendre à une élection présidentielle très serrée?

Tous les ingrédients sont là pour une confrontation très serrée. Mais il est trop risqué de se prononcer sur l'issue de cette confrontation. Tous les voyants économiques, sociaux, énergétiques et sanitaires sont au rouge, à part la Bourse. Trump avait prédit qu'à moins de 100.000 décès, c'est un score acceptable pour le pays.

Un score presque atteint avec plus de 90.000 morts vers la mi-mai. Ce sera bientôt le double des victimes de toutes les guerres américaines après 1945.

D'ici novembre, nous ne savons pas quelles surprises surgiraient sur le plan intérieur, ou si, par aventurisme, une intervention militaire contre l'Iran ou le Venezuela, serait décidée pour canaliser la colère populaire contre la gestion calamiteuse de la crise.

En Europe, le Covid-19 a constitué une rude épreuve pour l'UE. Les Italiens ont brûlé le drapeau de l'UE et hissé celui de la Chine et de Cuba. Cela augure-t-il d'un nouveau Brexit?

La pandémie a dévoilé au grand jour les insuffisances, pour ne pas dire le fiasco de l'Union européenne face à cette crise sanitaire qui était pourtant prévisible. On a constaté l'impréparation, que ce soit au niveau de la prise en charge des patients, ou au niveau de la communication politique.

Cette pandémie a aussi montré la faillite de la doctrine fondatrice de l'UE : effacement des États face à un secteur privé sauvage de plus en plus mondialisé, plus soucieux d'accumuler les profits que de servir l'économie réelle ; la désertification industrielle, la baisse du pouvoir d'achat, le recul des libertés politiques, un désarroi social propice à la montée en puissance de toutes sortes de mouvements identitaires fermés

●●●

●●●

sur eux-mêmes, xénophobes, racistes. Cela nous rappelle tristement l'entre-deux guerres mondiales et la montée du fascisme et du nazisme.
La bureaucratie technocratique de Bruxelles conduit l'UE à l'impasse, voire à l'éclatement, amorcé par le Brexit. Je pense qu'un sursaut est toujours possible si l'on en croit les déclarations des principaux dirigeants européens. Même l'Allemande Angela Merkel l'a laissé entendre en disant que les traités ne sont pas intouchables.
D'ailleurs dès le début de la pandémie, la Commission européenne avait gelé toutes les règles budgétaires relatives aux déficits, favorisant ainsi l'endettement des Etats pour faire face à l'urgence sanitaire et sociale. Si aucune révision sérieuse des traités européens basés sur le libéralisme débridé, la soumission aux États-Unis, la mondialisation sauvage, la réhabilitation du rôle de l'Etat régulateur et protecteur n'est pas faite, il y a toutes raisons de voir l'UE imploser.

Comment voyez-vous le monde d'après corona?

Bien malin celui qui pourrait répondre au jour d'aujourd'hui à une telle question sans se tromper ! Nous sommes dans une période d'incertitudes qui suscite toutes sortes d'interrogations. Le monde post-corona risque-t-il de ressembler étrangement à celui du pré- corona, du moins à très court terme ? Ou bien va-t-on, par conviction ou par obligation, vers un nouvel ordre mondial ?
En tout cas, si des changements structurels dans les relations internationales et dans le fonctionnement des économies mondialisées n'interviennent pas, une crise systémique pourrait s'en charger. Déjà, avant même que la pandémie ne soit vaincue, un parfum de nouvelle guerre froide pointe à l'horizon avec la Chine, élevée par Washington et ses obligés au stade de menace existentielle à abattre. Une guerre qui constitue une véritable fuite en avant qui n'empêchera pas l'effondrement de l'ordre mondial actuel, synonyme de désordre, de guerres, d'inégalités…
Rappelons que la grande crise financière de 1929 n'avait pu être jugulée provisoirement, du moins aux États-Unis, que par l'adoption, trois ans après, du fameux New Deal lancé en 1933 par le nouveau président, le démocrate Franklin DelanoRoosevelt. Ce dernier fait voter par le Congrès, du 9 mars au 16 juin 1933, une série de lois interventionnistes qui vont chambouler tous les credos du libéralisme américain basé sur le laisser-aller, laisser-faire.



Après un plan de sauvetage des banques, le 10 mars 1933, il lance de grands travaux publics, soutient massivement l'agriculture et l'industrie, taxe lourdement les très grandes fortunes à 91% !
Mais quelques années plus tard, le New Deal est pratiquement abandonné au profit d'une nouvelle politique dynamique de réarmement.
Cette politique est-elle transposable à la nouvelle donne générée par la crise économique post-corona ? Allons-nous vers un chômage massif, une sévère récession, conséquence de la montagne de dettes contractées pour soutenir l'économie ? Va-t-on enfin vers un nouveau deal vert qui créerait un nouvel ordre économique plus éthique et plus propre ? Ou bien s'achemine-t-on tout droit, grâce aux nouvelles technologies de la communication, vers une dictature mondiale globalisée ? On le voit, tous les scénarios sont ouverts, vers le pire, comme vers le meilleur.

Le principe dont se targuait Washington d'assistance aux peuples en danger n'est-il pas bafoué par Donald Trump qui a refusé la suspension des sanctions contre l'Iran pour permettre à Téhéran de lutter contre le corona?

Il ne faut pas oublier que le programme électoral de Donald Trump de 2016 était basé sur un slogan simple, voire simpliste : «America First !» Il reflétait une idée bien ancrée dans l'imaginaire d'une partie de l'Amérique profonde qui pense que les malheurs des classes populaires et moyennes sont les conséquences d'une mondialisation effrénée et d'une politique étrangère hégémonique qui avait propulsé les États-Unis au rang de gendarme de la planète.
Cette frange de l'opinion majoritaire était donc favorable à un certain isolationnisme qui se traduirait par un repli sur soi afin de mieux se consacrer à la reconstruction d'une Amérique qui voit ses infrastructures parties en lambeaux. Ce n'est pas nouveau dans l'histoire des États-Unis. Cela nous rappelle un autre slogan en vogue en France dans les années 50, lancé par Raymond Cartier, un journaliste à Paris-Match : La Corrèze avant le Zambèze» !
Donald Trump, qui a un sens très poussé de l'opportunisme, avait mieux que quiconque saisi la force opportuniste de cet argument auquel il ne croyait pas vraiment, même s'il en fait un argument de campagne.
Pour lui, «L'Amérique d'abord», voulait dire «le monde après». Il le répète d'une manière choquante, répugnante, même si ce principe avait guidé les pas de tous ses prédécesseurs. N'oublions pas que le président Obama avait soumis l'Iran à des sanctions autrement plus redoutables que celles imposées par Trump, puis, ayant réaliséqu'elles ne feront jamais plier ce pays, il s'est résigné à conclure un accord avec lui en 2015.
Un accord couvert par l'ONU et que Trump avait juré de torpiller s'il était élu. Il pensait que cette posture allait lui ramener les voix des puissants lobbies israéliens et évangéliste.
Une fois élu, il a donc déchiré l'accord sur le nucléaire mais sans parvenir à imposer son dictat aux autres membres signataires. En refusant de suspendre les sanctions unilatérales contre l'Iran en temps de pandémie, tout en négociant dans les coulisses avec ses émissaires, il donne des gages de soumission à ces deux lobbies qui, pense-t-il, vont l'aider à se faire réélire.
Cette posture s'inscrit par ailleurs dans une politique plus générale d'alignement sur les positions israéliennes, voire de certaines monarchies du Golfe.
Par ailleurs, Washington n'a jamais couru «pour secourir des peuples en danger». Les «aides» américaines, en recul sous Trump, étaient accordées pour acheter l'allégeance et la servitude des pays qui les recevaient, ou pour servir les intérêts géopolitiques de l'Amérique.
L'humanisme n'avait rien à voir avec ces «aides». Les sanctions américaines ne touchent pas que l'Iran, elles visent tous les pays que Washington estime récalcitrants à ses volontés. C'est le cas de la Syrie, de Cuba et du Venezuela qui sont soumis à des sanctions barbares. C'était aussi le cas de l'embargo contre l'Irak de 1990 à 2003 et qui avait causé la mort de millions d'Irakiens.…
Trump a même arrêté les aides que les États-Unis accordaient à l'Unrwa, l'Agence de l'ONU créée en 1949 suite au nettoyage ethnique pratiqué par les organisations terroristes juives, dont la Haganah, et qui avait forcé plus d'un million de palestiniens àl'exode vers les camps de réfugiés dans les pays arabes voisins. Il y a quelques jours, les Palestiniens ont commémoré le 72e anniversaire de la Nakba, mot donné à cette catastrophe !

Comment évaluez-vous les mesures initiées par l'Algérie dans la lutte contre le corona?

L'Algérie s'en sort grandie face à l'irruption de la pandémie. C'est le constat qu'a fait l'OMS, à travers son représentant sur place à Alger, qui a félicité «leadership du ministère de la santé et les mesures prises par le gouvernement algérien pour circonscrire l'épidémie à tous les niveaux».
Il faut reconnaître que les responsables algériens de ce secteur n'ont pas paniqué et ont pris toutes les mesures pragmatiques qui s'imposaient dès l'apparition des premiers cas de contamination à Blida.
Le président Abdelmadjid Tebboune a perçu très tôt la gravité et la dangerosité du Covid-19 en ordonnant dès le 23 mars un confinement partiel à Alger et total dans la région de Blida, au sud de la capitale, la plus touchée par la pandémie.
Il faut rappeler que c'est à Blida que le premier foyer de cette pandémie a été repéré. Seize membres d'une même famille de cette région ont été contaminés par le coronavirus à la suite de contacts avec des ressortissants algériens résidants en France.
On remarquera aussi que contrairement à ce qui s'était passé en France et dans de nombreux pays européens au début de la pandémie, où la gestion de la crise était pour le moins chaotique (manque de gel, de masques, de respirateurs, de lits d'hôpital, de tests…), l'Algérie a pu faire face sans paniquer en comptant sur ses moyens et ses ressources humaines et en faisant appel à ses amis chinois, russes et cubains qui avaient répondu présents.
Certes, le bilan est lourd mais rien à voir avec les pays de la rive Nord de la Méditerranée. Il aurait pu être plus grave encore si les mesures de riposte n'avaient pas été prises à temps sur l'étendue d'un territoire vaste comme un continent (fermeture de frontières, confinement, dépistage, distanciation physique, abondance de masques à prix symboliques etc.
C'est ce qui avait permis de constater que d'ores et déjà la pandémie est sur la pente descendante.
L'Algérie a également beaucoup appris de l'expérience pionnière chinoise en la matière. Elle a pu apprécier l'aide inestimable de la Chine dans ce domaine et la solidité du partenariat et de l'amitié entre les deux pays. Une amitié qui date déjà de l'époque de la guerre de libération nationale.
Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a eu d'ailleurs les mots justes pour répondre au message de son homologue chinois en déclarant dès avril dernier : «Je remercie le Premier ministre chinois et son gouvernement pour le travail colossal fourni pour nous aider à combattre cette pandémie. Il est certain qu'ensemble, nous allons triompher de ce fléau.»
En concluant que «ce n'est qu'une étape dans les relations entre les deux pays», des relations «privilégiées, avec un passé glorieux, un présent solide et un avenir rayonnant». Ces mots ne sont pas anodins. Ils ont été prononcés au moment où les relations franco-algériennes étaient au plus bas.

Entretien réalisé par Sofiane Abi



MALI

A Bamako, les manifestants ne veulent plus d'IBK

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont répondu à l'appel du M5, ce mouvement initié par l'imam Dicko et qui réclame le départ du président réélu en 2018.

Au Mali, la capitale, Bamako, vit au rythme de manifestations depuis deux semaines. vendredi, une nouvelle mobilisation a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes. La société civile, une partie de l'opposition et des religieux rassemblés derrière l'imam Mahmoud Dicko sous la bannière de « Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques » (M5-RFP) se sont mobilisés pour réclamer le départ du président Ibrahim Boubacar Keïta.



Sous un ciel immaculé et un soleil de plomb, après une prière dirigée par un imam sur la place de l'Indépendance, l'hymne national a retenti, puis le vacarme des vuvuzelas a pris le dessus, alors que les manifestants portaient des pancartes où l'on pouvait notamment lire « IBK dégage » ou « La dictature ne passera pas ». Un organisateur a évoqué le nombre de « 200 000 personnes », un pompier parlant de « au moins 20 000 ».

Signe des tensions politiques croissantes au Mali ces dernières semaines, ce mouvement exprime l'exaspération nourrie par les milliers de victimes des attaques djihadistes et des violences intercommunautaires, l'apparente impuissance de l'État à y faire face, le marasme économique, la crise des services publics et de l'école, la perception d'une corruption répandue. À la tête du M5-RFP, qui rassemble des responsables religieux et des personnalités de la société civile comme du monde politique, se trouve un homme à l'influence croissante, Mahmoud Dicko, imam rigoriste et patriote, ancien allié du président IBK désormais bête noire du pouvoir.

Pour tenter d'apaiser les tensions, le président Keïta, à la tête depuis 2013 de ce vaste pays pauvre, a tendu la main ces derniers jours à ses adversaires, en ouvrant la voie à un gouvernement « d'union nationale ». Il a aussi fait des concessions aux enseignants en grève, en promettant les augmentations de salaire qu'ils réclament depuis des mois.

L'imam Dicko, après avoir rencontré le chef de l'État, a maintenu son appel à manifester « en masse », se gardant toutefois de réclamer lui-même sa démission. « Il n'a pas tiré la leçon, il n'écoute pas les gens. Mais cette fois-ci, il va comprendre », avait-il averti mercredi devant la presse. « Nous sommes là pour la victoire finale, il n'y a pas de négociation possible, IBK doit démissionner », a affirmé un manifestant, Mamadou Diakité, un enseignant de 42 ans. « Aujourd'hui, c'est le dernier jour du mandat d'IBK », assurait une manifestante, Foune Djiteye. Après l'ONU puis l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a elle aussi tenté une médiation cette semaine. « Ça n'a pas donné grand-chose », a reconnu vendredi un membre de sa délégation interrogé par l'AFP.

« Nous avons accepté d'échanger avec la Cedeao parce que ce sont des bons voisins, nous leur avons donné des assurances que nous n'allons pas mettre le feu au pays. Mais nous allons nous battre jusqu'à la satisfaction de notre demande », a dit vendredi l'imam Dicko aux manifestants. Jeudi, le président de l'Assemblée nationale, Moussa Timbiné, a mis en garde ceux qui seraient tentés de céder aux pressions de la rue. « La logique » de ces manifestations, c'est « d'ébranler toutes les institutions. De fil en aiguille, c'est le Mali qui sera complètement occupé par les djihadistes. Beaucoup (de ceux) qui marchent sont avec les djihadistes », a-t-il déclaré en séance plénière. Ces tensions politiques surviennent alors que le Mali est toujours en guerre contre les groupes djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'État Islamique. Dimanche, une attaque qui leur a été attribuée a fait au moins 27 morts dans les rangs de l'armée malienne.

Il est « encore trop tôt pour crier victoire » au Sahel, où la situation sécuritaire « reste profondément fragile » malgré les « progrès indéniables » accomplis contre les djihadistes par les 5 100 militaires français de l'opération Barkhane aux côtés des armées nationales, a souligné jeudi la ministre française des Armées, Florence Parly. Fin juin, la France et les pays sahéliens doivent faire le point sur les six mois écoulés depuis le sommet de Pau, alors que l'ONU cherche à convaincre ses membres du bien-fondé du renouvellement de sa mission au Mali, la Minusma.

R. I.

CORONAVIRUS

L'Italie appelle à la prudence après des «signaux d'alerte»

LES AUTORITÉS sanitaires locales rappellent que « la circulation du virus est encore importante », notamment à Rome et dans sa région.

Les autorités sanitaires italiennes ont appelé vendredi à la « prudence », après avoir observé, la semaine dernière, des « signaux d'alerte liés à la transmission » du Covid-19, notamment à Rome, indiquant que « la circulation du virus est encore importante ». « Dans certaines régions, un nombre élevé de nouveaux cas d'infection au Covid-19 continue d'être signalé », constate, dans son dernier rapport hebdomadaire pour la semaine du 8 au 14 juin, l'Institut supérieur de la santé (ISS).

Si la situation « est globalement positive », l'ISS a observé « quelques signaux d'alerte liés à la transmission ». Le Latium, la région de Rome, est ainsi en tête du classement des contagions cette semaine, et a dépassé celui de la Lombardie (Nord), épicentre de l'épidémie dans le pays.

Deux foyers ont été identifiés ces derniers jours dans Rome intramuros, où les autorités sanitaires assurent que la situation est « sous contrôle » : l'un dans un immeuble illégalement occupé d'un quartier populaire, l'autre dans un hôpital. « Cela devrait inciter à la prudence car cela indique que, dans certaines parties du pays, la circulation du virus est encore importante », pointe ce rapport. Cependant, « dans l'ensemble, le tableau général de la transmission et de l'impact de l'infection à Sars-CoV-2 en Italie reste peu critique ». Cette « situation épidémiologiquement fluide exige le strict respect des mesures nécessaires pour réduire les risques de transmission ». L'épidémie du nouveau coronavirus a fait officiellement plus de 34 500 morts en Italie, depuis le premier cas recensé à Codogno (Lombardie), premier cas identifié hors de Chine où la maladie a fait son apparition en décembre 2019.

La Lombardie, plus généralement le nord de la péninsule, a été ensuite l'épicentre de l'épidémie en Italie et en Europe. La maladie semble aujourd'hui maîtrisée en Italie, avec en moyenne quelques dizaines de décès par jour et un nombre de contaminations réduit.

R. I.

INVESTIGATIONS SUR LES PROCHES DE TRUMP

Le ministère de la justice tente d'évincer un procureur

LES DÉMÊLÉS du président américain Donald Trump avec sa propre justice n'en finissent pas. Vendredi 19 juin, le ministère de la justice a annoncé la démission du procureur du district sud de New York, Geoffrey Berman, qui supervise les principales poursuites engagées contre les alliés du président Donald Trump. Une information démentie quelques heures plus tard par le principal intéressé, qui a fait savoir dans un communiqué qu'il « n'avait pas l'intention de démissionner de [son] poste ». Et de poursuivre : « Je démissionnerai lorsqu'un candidat désigné par le président sera confirmé par le Sénat. Jusqu'à ce moment-là, nos enquêtes se poursuivront sans interruption. » En vertu de la loi fédérale, un procureur américain nommé par les juges d'un tribunal de district, comme Berman, peut exercer ses fonctions « jusqu'à ce que le poste vacant soit pourvu » par un candidat validé par le Sénat.

Le ministère de la justice n'a donné, dans son communiqué succinct, aucune explication concernant la prétendue démission de Berman, mais a annoncé que Trump nommait Jay Clayton, l'actuel patron du gendarme boursier américain, la SEC (Securities and Exchange Commission), à sa place. Cet avocat d'affaires n'a pratiquement aucune expérience en tant que procureur fédéral.

Le chef de la minorité démocrate du Sénat, Chuck Schumer, a manifesté son inquiétude, estimant que « cette démission annoncée tard vendredi soir empeste la corruption potentielle de la procédure légale ». « Qu'est-ce qui met le président Trump en colère ? Une action antérieure de ce procureur ou une action en cours ? », s'est-il interrogé.

Proches du président

Geoffrey Berman, procureur depuis 2018 dans le puissant district sud de New York, a notamment supervisé la mise en accusation de Michael Cohen, l'ex-avocat de M. Trump condamné à trois ans de prison en décembre 2019 pour avoir menti au Congrès, fraudé sur ses impôts et acheté le silence de deux anciennes maîtresses présumées de M. Trump pendant la campagne présidentielle de 2016, en violation des lois électorales.

M. Berman a également conduit l'enquête sur les efforts de Rudy Giuliani, l'actuel avocat personnel du président, et deux de ses associés, Lev Parnas et Igor Fruman, pour discréditer Joe Biden, devenu l'adversaire démocrate de M. Trump pour la présidentielle de novembre. Ils ont notamment été accusés en octobre de violations du financement des campagnes électorales fédérales, notamment pour avoir caché l'origine d'un don de 325 000 dollars à un groupe soutenant la réélection de Trump. Cette décision d'évincer Berman survient également quelques jours après la publication d'extraits d'un livre confession de l'ancien conseiller à la sécurité nationale de Trump, John Bolton, selon lequel le président américain aurait tenté d'interférer dans une enquête menée par Berman concernant la banque publique turque Halkbank, accusée d'avoir contourné l'embargo américain contre l'Iran.

R. I.

PREMIER LEAGUE

Pogba sort Manchester United d'un mauvais pas

MANCHESTER United n'a pas fait une bonne opération dans la course à l'Europe en concédant un nul à Tottenham (1-1), vendredi soir pour le compte de la 30e journée. Mené suite à l'ouverture du score de Bergwijn, MU peut remercier Pogba, omniprésent et décisif puisqu'il a obtenu le penalty de l'égalisation.
Longtemps devant au score, Tottenham a laissé filer deux points précieux sur sa pelouse du Tottenham Stadium. La faute à l'entrée fracassante de Paul Pogba. A partir de la 63e minute, le Français a métamorphosé le visage de Manchester United pour son premier match depuis le 30 septembre. Car, avant cela, les Mancuniens n'ont jamais su faire fructifier leur large possession de balle. Seul un plat du pied gauche de Marcus Rashford repoussé par Hugo Lloris du pied (22e) n'avait réellement mis Tottenham en difficulté. Et le retour de bâton était arrivé cinq minutes plus tard avec l'ouverture du score de Tottenham.
Le long dégagement de Lloris a été mal géré par Luke Shaw, dont le dégagement de la tête a atterri sur Serge Aurier. L'Ivoirien est parvenu à servir Steven Bergwijn qui a pris le dessus sur Maguire et Lindelöf avant de frapper en force du premier droit à l'entrée de la surface. Peu inspiré, David De Gea, qui était pourtant sur la trajectoire, n'a pu qu'effleurer ce ballon (1-0, 27e). C'est à ce moment-là que le jeu mancunien s'est délité quand Tottenham a repris du poil de la bête grâce à ce but inscrit contre le cours du jeu.
La deuxième période a repris sur les mêmes bases que la première : un Manchester dominateur mais toujours imprécis dans les 30 derniers mètres. Jusqu'à l'arrivée de Paul Pogba. Opéré de la cheville en début de saison et absent depuis neuf mois, le milieu est revenu comme s'il n'était jamais parti. Dès sa première action, il a amené un danger inexistant pendant 60 minutes. Associé à Bruno Fernandes, il a permis au Portugais de trouver Anthony Martial dans la surface de réparation. Mais l'autre Français de Manchester a vu Dier freiner sa frappe d'un tacle in extremis et Lloris s'est emparé du ballon (65e).
Sevré de ballons une grande partie de la rencontre, Martial a également profité de l'entrée de son compatriote pour se mettre en évidence. Mais sa frappe du gauche a été superbement déviée par une claquette de Lloris alors que le ballon filait sous la transversale (67e). Voyant son équipe en difficulté, José Mourinho a effectué deux changements à vocation défensive. Sans succès. Omniprésent, Pogba a poussé Dier à la faute dans sa surface à dix minutes du terme (80e). Bruno Fernandes a pris Lloris à contre-pied pour transformer le penalty (1-1, 81e). Alors que la lutte contre le racisme bat son plein suite au meurtre de George Floyd aux Etats-Unis d'Amérique, les 22 joueurs titulaires ainsi que l'arbitre ont mis un genou à terre avant le coup d'envoi de la rencontre. Avec ce match nul, Manchester United a raté l'occasion de revenir à hauteur de Chelsea mais laisse également Tottenham, à quatre longueurs. Une maigre consolation pour les joueurs d'Ole Gunnar Solskjaer qui restent cinquièmes au classement. Les Spurs stagnent eux au huitième rang, loin de la Ligue des champions.

EN DANGER, LE BARÇA S'EN PREND AU REAL

«Vu les deux derniers matches... »

A Séville (0-0), le FC Barcelone n'a pas été convaincant sur le pré. Mais sur le terrain de la communication, les Catalans ont trouvé de jolies pirouettes pour faire baisser la pression. Et la rejeter sur le Real Madrid.



Le Barça peut encore profiter du trône. Au moins jusqu'à dimanche soir. Mais le nul concédé par le club catalan sur la pelouse du FC Séville, vendredi soir (0-0) a fragilisé sa posture. Si son ennemi madrilène s'impose face à la Real Sociedad, les Blaugrana perdront la première place du championnat, qu'ils avaient regagnée une semaine après leur défaite lors du Clasico (2-0), le 8 mars dernier. Si nouveau chassé-croisé il y a, sera-t-il le dernier ?
Impossible d'y répondre, bien sûr, à huit journées du baisser de rideau. Surtout que depuis le début de saison, aucun des deux mastodontes espagnols n'a été capable de s'affirmer durablement. «Il y a encore beaucoup de points en jeu, a rappelé Quique Setién, le coach barcelonais, en conférence de presse d'après-match. J'ai remarqué que Valence avait réussi à poser beaucoup de problèmes au Real Madrid… Cette Liga est très équilibrée.» Il n'empêche, la Casa Blanca a tout de même fait meilleure impression depuis la reprise, tant au tableau d'affichage (3-1 contre Eibar, 3-0 contre Valence) que dans le jeu. «Vu les deux derniers matches, je pense que ça va être très difficile de gagner cette Liga, je ne vois pas où le Real Madrid va perdre des points», a renchéri Gérard Piqué au micro de Movistar+, non sans une forme d'ironie. Habile communicant, le défenseur espagnol a probablement tenté de souffler sur les braises alors que certaines décisions arbitrales favorables au Real ont émaillé ses récents succès.
Le Catalan n'a pas justifié ses propos de la sorte mais il a laissé planer le doute. L'intérêt est triple : il peut ainsi mettre la pression sur le rival, d'abord, sur les arbitres, aussi, et sur ses propres coéquipiers, enfin. Car, jusqu'à sa dernière performance, le Barça avait bel et bien toutes les cartes en mains. «Ce nul nous met dans une position où gagner le titre ne dépendra plus de nous», a-t-il aussi admis.
D'autant que sur le pré, le club catalan n'a laissé entrevoir que d'infimes signes de progrès. Certains problèmes sont encore loin d'être résolus, Griezmann a débuté sur le banc et Séville n'a eu besoin que d'un plan anti-Messi pour neutraliser l'équipe. «Il faut se montrer critique avec certaines choses, mais il faut aussi en souligner d'autres. Il y a deux options : soit on se lamente, soit on pense à ce que l'on a bien fait. Il n'y a pas de quoi dramatiser», a modéré Setién, avant de, lui aussi, s'adresser indirectement au rival madrilène : «Maintenant, c'est à notre adversaire direct de jouer, et de gagner, ce qui n'est pas chose aisée. Mais je reste optimiste, c'est ma nature».

BARCELONE REMPORTE LA BATAILLE

Neymar va devoir verser 6,7 millions d'euros à son ancien club

LE FC BARCELONE a remporté une bataille judiciaire. Dans le litige qui l'oppose à Neymar concernant des bonus de prime à la signature, le club catalan a obtenu du Tribunal Social 15 de Barcelone une compensation de 6,7 millions d'euros que le joueur devra verser. L'attaquant du PSG, lui, réclamait 43,6 millions d'euros. Sa plainte a été rejeté. Ses représentants peuvent déposer un recours. Ce n'est sûrement pas la finalité qu'espérait Neymar. Mais elle est désormais officielle. Ce vendredi, la justice espagnole a donné raison au FC Barcelone dans le cadre du litige qui opposait le joueur et son ancien club autour d'un bonus de prolongation non-versée par le Barça après son départ au PSG en 2017. Dans un communiqué, le club barcelonais s'est réjoui de la décision et a affirmé que Neymar devait désormais verser 6,7 millions d'euros au club barcelonais comme préjudice. Pour rappel, le Brésilien et son entourage réclamait 43,6 millions d'euros dans l'affaire. Le clan de la star parisienne peut encore faire appel de mais le dossier semble désormais mal embarqué pour lui. Et peut aussi nuire quelque peu à sa relation avec un club qu'il espère rejoindre de nouveau un jour. Tout a commencé en 2016. A l'époque, entre le Barça et sa star brésilienne, tout roule. Sa prolongation annoncée en grande pompe à l'été 2016 lui promet une prime XXL dont le paiement est échelonné. Selon les chiffres cités à l'audience, celle-ci devait s'élever à 64,4 millions d'euros. De cette somme, le Brésilien touche d'abord 20,75 millions. Mais le reste ne viendra jamais. Car, entre-temps, la star brésilienne décide de quitter les Blaugrana pour rejoindre le PSG en grande pompe à l'été 2017 contre 222 millions d'euros, soit le montant de la clause libératoire. Barcelone est furieux et refuse donc de verser les 43,65 millions restants. S'engage alors une partie judiciaire entre les deux camps. Paradoxe : à l'été 2019, alors qu'elles s'affrontent sur le terrain judiciaire, les deux parties se draguent mutuellement sur le marché des transferts. Dans le dossier, après avoir réclamé 8,5 millions d'euros de dommages et intérêts pour rupture de contrat et ainsi récupérer une partie de la prime déjà versée, le Barça devrait se contenter d'une telle décision judiciaire. Mais puisque le clan du Brésilien peut encore faire appel, rien ne dit que le feuilleton soit totalement derrière nous. Quand on vous dit que tout est possible dans le football…

KHEIREDDINE ZETCHI PARLE ENFIN ET DIT TOUT :

« La FAF n'entrera jamais dans un conflit avec le MJS»

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, a refusé vendredi de polémiquer, en déclarant que l'instance fédérale n'entrait « jamais» en conflit avec le ministère de la Jeunesse et des Sports qui a interdit récemment dans une circulaire tout changement interne au niveau des fédérations sportive à l'approche des élections.



«Cette action qui concerne la mise en conformité des statuts avait commencé il y'a dix mois sur demande de la Fédération internationale (Fifa). Ces amendements ont débuté donc depuis longtemps, pour mettre les choses dans leur contexte. Je suis sidéré de voir des gens parler du fond. La FAF n'entrera jamais dans un conflit avec le MJS, les intérêts doivent primer : rechercher le point d'intersection dans l'intérêt du football national», a affirmé Zetchi sur les ondes de la radio nationale. Dans une circulaire adressée aux fédérations sportives le 8 juin, le MJS a indiqué qu'il était «formellement interdit de procéder à la moindre modification dans leurs règlements intérieurs à l'approche des assemblées générales électives». Outre les règlements intérieurs, le MJS a formellement interdit aux fédérations de «modifier leurs systèmes de compétition, leurs règlements disciplinaires», ou même de «changer de poste aux cadres techniques» activant en leur sein. Un nouveau système de compétition, dont la FAF a déjà validé le principe, en vue de la saison 2020-2021.»Nous avons été destinataire de cette circulaire à l'instar de toutes les fédérations. Nous avons cette capacité à trouver des solutions. Nous tenons à éclairer l'opinion que ces statuts tendent à projeter le football national vers le futur. Je tiens à signaler que cette circulaire n'a pas d'effet rétroactif, donc le système de compétition, approuvé déjà par les membres de l'AG, sera maintenu», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : «Depuis notre arrivée à la FAF, nous avons toujours entretenu de bonnes relations avec toutes les institutions de l'Etat, dont le MJS, il existe des relations cordiales. Ceci, ne nous empêche pas de discuter sur les statuts et la reprise du championnat, à partir de là, je rassure en tant que premier responsable du football que les relations sont bonnes avec le MJS et le seront toujours «.Tout en dénonçant « une cabale», le président de la FAF a démenti toute intention d'exclure les membres de la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN) de l'assemblée générale, évoquant notamment «un grand mensonge».» Il s'agit d'une véritable cabale qui s'est déchaînée depuis quelques mois, il est important dans les moments stratégique de dénoncer, c'est une volonté claire de déstabiliser la FAF. Je dénonce ceux qui ont choisi d'instrumentaliser le football, les attaques contre la FAF et ma personne avaient commencé au début de mon mandat. Fort heureusement, ils ne sont pas nombreux. Dire que l'équipe du FLN est exclue de l'AG relève de la honte. Je ne demande à personne de me soutenir, mais d'être derrière la FAF qui représente l'Algérie. Comment peut-on rapporter un mensonge aussi grand comme l'exclusion de l'équipe du FLN, dont les membres (8) sont individuellement membres de l'AG avec droit de vote», a-t-il souligné. Zetchi a tenu à faire la lumière sur les principaux statuts, ces derniers seront exposés aux membres de l'assemblée générale pour amendement, lors d'une session extraordinaire (AGEx). « Pourquoi les joueurs actifs ne sont pas représentés au sein de l'AG ?, pourquoi nous n'avons pas permis aux joueurs de créer leur syndicat ?, ce volet existe dans les nouveaux statuts. Il y a aussi la séparation des pouvoirs : remettre le pouvoir législative à l'AG, et le pouvoir exécutif à la FAF, ce qui n'était pas le cas auparavant, il s'agit d'une réparation de fond. Il y a aussi l'indépendance des commissions juridictionnelles, qui doivent être élues par l'AG, et non pas désignées. Limiter l'âge du président à 70 ans est proposé sans aucune arrière-pensée. La limitation des mandats est un principe qui existe déjà même au niveau de la Fifa, dans l'objectif d'instaurer l'alternance. Ce sont des principes fondamentaux qui ont été apportés aux statuts». Enfin, Zetchi s'est dit engagé à travailler en « symbiose» avec le département ministériel, dans» l'intérêt du football national».» Nous avons cette conviction avec le MJS, d'être toujours en partenariat et en symbiose dans l'intérêt de notre football. Cet amendement des statuts n'est pas une décision du BF, il y'aura une AGEx pour amender ou non ces statuts, qui sont conformes à la loi algérienne. Nous sommes dans une démarche institutionnelle, dans le strict respect de la loi de la République», a-t-il conclu.

Le président de la FAF plaide pour la reprise de la compétition

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, a réitéré vendredi «la volonté de l'instance fédérale et des Ligues régionales «, à poursuivre les différents championnats, suspendus depuis mi-mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19).»Depuis le début de la crise, nous avons mis en stand-by les différents championnats, qui s'imposait d'ailleurs à travers le monde entier. Nous avons suivi avec rigueur les événements. Au vu de la gravité de la situation, nous avons été en contact permanent avec le MJS. La volonté de la FAF et des ligues est de reprendre la compétition, mais nous sommes conscients de l'intérêt suprême de notre pays «, a déclaré Zetchi sur les ondes de la radio nationale. La saison footballistique 2019-2020, suspendue depuis le 16 mars en raison du COVID-19, reprendrait ses droits après «la levée du confinement et autorisation de rassemblements», comme décidé lors de la récente réunion du Bureau exécutif de la Fédération algérienne (FAF).»Si le championnat viendrait à être suspendu définitivement, nous allons nous adapter. Si nous devons arrêter cet exercice, il va bien falloir entamer un jour ce championnat. Tous les aspects sanitaires doivent être pris en considération. Notre idée est de faire en sorte de terminer la saison 2019-2020, qui sera une préparation en vue du prochain exercice. Un arrêt actif en quelque sorte», a-t-il expliqué. Appelé à commenter la réunion tenue jeudi à Oran entre la Ligue de football professionnel (LFP) et les clubs de l'Ouest pour aborder la suite à réserver à la saison, le président de la FAF a indiqué qu'il s'agissait d'une «nécessité» pour impliquer « les acteurs» de football. « Inviter les clubs est une nécessité, ce sont les acteurs. Ils ne pourront pas être exclus de cette démarche. Comme je l'ai dit auparavant, la responsabilité de la FAF et des ligues est de poursuivre la compétition, qui reste une volonté réelle. Je suis partisan de défendre l'intérêt du jeu», a-t-il conclu. La FAF a remis, lundi dernier, au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) le document portant «Mesures envisagées pour la remise du jeu», en relation avec la pandémie de COVID-19.

EQUIPE NATIONALE (CORONAVIRUS) :

Zetchi pense que la CAN-2021 sera reportée

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, a évoqué sur les ondes d'une radio nationale la possibilité d'un report de la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun (9 janvier- 6 février), en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19).»Au vu de la situation sanitaire actuelle, qui a fortement perturbé le calendrier de la CAF, il y a une grande possibilité que la CAN-2021 soit reportée», a déclaré Zetchi sur les ondes de la radio nationale. Le calendrier élaboré initialement par la Confédération africaine de football (CAF) a été perturbé par la pandémie de COVID-19. Outre les compétitions interclubs, les 3e et 4e journées de qualifications de la CAN-2021, qui devaient se jouer en mars dernier, ont été reportées à une date ultérieure, idem pour l'entame du 2e tour éliminatoire de la Coupe du monde 2022, prévue en octobre prochain. Le Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020, réservé aux joueurs locaux, prévu en avril dernier, a également fait l'objet d'un report. Cette situation a provoqué des doutes sur le maintien ou non de la phase finale de la CAN-201 au Cameroun à sa date initiale (9 janvier- 6 février). Au vu du contexte actuel, le président de la FAF a indiqué qu'il était en «contact permanent» avec le sélectionneur national Djamel Belmadi, pour discuter de l'avenir des champions d'Afrique en titre. «Je suis en contact permanent avec Belmadi, par téléphone ou par courrier électronique, pour travailleur sur les futures échéances de la sélection. Nous sommes dans l'attente des prochaines dates, pour éventuellement établir un nouveau calendrier de préparation «, a-t-il conclu .

ENREGISTREMENT SONORE : « LAISSONS LA JUSTICE FAIRE SON TRAVAIL»

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi s'est exprimé aussi sur l'affaire de l'enregistrement sonore, ayant impliqué le directeur général de l'ES Sétif, Fahd Halfaia et le manager de joueurs Nassim Saâdaoui, mis sous mandat de dépôt par le tribunal de Sidi M'hamed (Alger). «L'affaire est entre les mains de la justice, nous avons toujours dénoncé ce genre de dérives. Laissons la justice faire son travail. Nous allons attendre le verdict, pour permettre ensuite à la commission d'éthique de se prononcer sur cette affaire et éventuellement punir les fautifs «, a-t-il déclaré sur les ondes de la radio nationale. Halfaia est accusé de corruption en vue d'arranger des matchs de football, alors que Saâdaoui est poursuivi pour corruption en vue d'influencer le résultat d'un match, diffamation, atteinte à la vie privée d'autrui, ainsi qu'enregistrement d'appels téléphoniques sans consentement. Selon le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, les deux accusés encourent une peine allant de 2 à 10 ans d'emprisonnement. Lors d'un point de presse, il a également indiqué que l'expertise de l'enregistrement a montré qu'il s'agit bien des voix des accusés et que ce n'était pas un montage. La comparution des différentes parties liées à cette affaire fait suite à la plainte contre X déposée par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

OUARGLA

Perspectives prometteuses pour le développement de l'agroalimentaire

Des perspectives prometteuses s'ouvrent à la filière agroalimentaire dans la wilaya d'Ouargla, confortées par différentes expériences réussies dans ce segment stratégique à forte rentabilité économique, estiment des cadres locaux du secteur de l'agriculture.






De nombreuses opportunités sont offertes à l'investissement agricole au niveau de cette wilaya dans le Sud-est du pays qui recèle d'importantes ressources hydriques et d'immenses étendues de terres susceptibles de donner un nouvel essor à l'activité agricole en général et à la transformation agroalimentaire en particulier, tout en permettant d'obtenir un produit de bonne qualité pouvant réponde aux besoins du marché national, indiquent à l'APS les spécialistes du secteur. Le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Salim Benzaoui, a évoqué les résultats «encourageants» parmi lesquels une expérience pilote réussie de production de betterave sucrière, de tournesol et de maïs à Hassi-Messaoud (80 km au Sud-est d'Ouargla). Menée par la société d'investissement dans le bâtiment et l'agriculture «Atlas», fruit d'un partenariat privé algéro-turc, au niveau de la zone agricole de Gassi-Touil, cette expérience, qui a donné un «bon rendement», vise à produire la matière première destinée à l'industrie agroalimentaire stratégique, notamment en ce qui concerne le raffinage du sucre et de l'huile végétale, précise à l'APS M. Benzaoui.

Cet investisseur est entrain également d'effectuer d'autres expériences portant sur la production de coton et de canne à sucre notamment, ajoute-t-il, signalant que les travaux de réalisation de ce projet, occupant une superficie totale de 11.000 hectares dont 600 hectares réservés à la production de blé tendre, avaient été entamés en 2018.

S'agissant des céréales, la DSA prévoit, au terme de la campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole 2019/2020, une production avoisinant les 100.000 quintaux, constituée de céréales de consommation, ainsi qu'une quantité importante destinée aux semences, relève M. Benzaoui. Les surfaces réservées à la céréaliculture dans la wilaya, irriguées sous pivot, se repartissent sur plusieurs périmètres agricoles, dont Remtha (Rouissat), Ain-Moussa (Sidi-Khouiled), Gassi-Touil (Hassi-Messaoud), N'goussa et Ouargla, en plus du périmètre agricole dit El-Anet (Touggourt) qui s'est engagé, pour la première fois, dans cette filière stratégique avec une superficie de 20 ha, soutient le même responsable. Une extension de la superficie consacrée à cette culture stratégique a été observée ces dernières années, grâce aux mesures prises par l'Etat concernant notamment l'accompagnement technique assuré aux agriculteurs et la facilitation des procédures de financement dans le but de booster l'activité agricole dans cette wilaya saharienne aux importantes ressources hydriques et étendues de terres aptes à la mise en valeur, souligne-t-il.

DÉVELOPPER LES CULTURES STRATÉGIQUES

L'activité agricole à Ouargla a enregistré l'an dernier de «bons résultats», avec des indices de production «tangibles» dans les filières stratégiques, selon les données de la DSA. La phœniciculture figure en tête de liste des filières les plus prospères du secteur, avec un patrimoine de plus de 2,6 millions de palmiers dattiers, éparpillés sur plus de 22.512 hectares. La saison dernière a été marquée par la production de 1.650.000 quintaux de différentes variétés de dattes, notamment les trois principales, à savoir Deglet-Nour (dattes fines), Ghers (dattes molles) et Degla Beïda (dattes sèches), précise-t-on. La DSA souligne aussi l'importance de développer cette richesse à travers l'encouragement de l'industrie de conditionnement de dattes et la production des dérivés de dattes (miel/et ou rob, sucre de table, confiture, vinaigre, alcool, aliments de bétail et autres).

Concernant la céréaliculture, la production réalisée au terme de la précédente campagne moissons-battage sur 2.883 ha irrigués sous-pivots, a dépassé les 96.900 Qx, avec même un pic record de 82 Qx/ha, constitués de céréales de consommation et de semences (80%). La production maraîchère a atteint, pour sa part, 1,9 million Qx de différents produits agricoles, dont la pomme de terre (saisonnière et d'arrière-saison) qui se fraye un chemin parmi les principales filières agricoles pratiquées dans la wilaya, en plus de la serriculture maraîchère avec plus de 2.300 ha qui lui ont été consacrés. D'autres filières agricoles ont réalisé de «bons» indices en 2019, à l'image de la production fourragère qui a atteint 1.066.796 quintaux, la production de viandes rouges qui s'est établie à 82.169 Qx et celle de la viande blanche ayant atteint 10.000 Qx. Présente parmi les perspectives économiques ''prometteuses», la production d'œufs de consommation a connu aussi une évolution durant la saison agricole écoulée, avec une moyenne de production de 45.000 unités/jour.

Obtenues grâce à l'engouement manifesté par les agriculteurs locaux, ajouté à l'appui de l'Etat pour impulser une dynamique au secteur dans cette wilaya, ces données ont permis de classer la wilaya d'Ouargla au cinquième rang national en matière de croissance et à la 18ème place en terme de valeur financière de la production estimée à 79 milliards DA, révèle la même source.

Le secteur agricole dans la wilaya fait état d'une évolution, en termes d'extension de la surface agricole utile (SAU), passant de 54.238 ha en 2018 à 58.000 ha en 2019. De même, l'expérience de la culture du Quinoa a donné également des résultats «probants» ouvrant des perspectives à son extension, selon des agronomes de la ferme de démonstration et de la production de semences de Hassi-Benabdallah (Ouargla) relevant de l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS-Biskra). Considéré comme une pseudo-céréale sans gluten, le quinoa peut s'avérer comme un complémentaire de la culture du blé en Algérie, particulièrement pour les patients atteints de maladie cœliaque, indique-t-on. Les conditions naturelles nécessaires pour la culture de cette plante (une espèce de plante herbacée) sont réunies en milieu oasien, au regard notamment des résultats favorables obtenus par la l'ITDAS, ainsi que des dizaines d'agriculteurs à travers les régions d'Ouargla, El-Oued, Biskra et Adrar, soulignent-ils. **R. R.**

CONSTANTINE

Récupération de plus de 2300 pièces de monnaie datant de l'époque romaine

LES ÉLÉMENTS de la compagnie de la Gendarmerie nationale d'El Khroub, (wilaya de Constantine), ont récupéré 2 351 pièces de monnaie ancienne remontant à l'époque romaine et arrêté six individus impliqués dans cette affaire, a-t-on appris avant-hier du commandant de la compagnie, Ali Chelili. Agissant sur la base d'informations faisant état de l'existence d'un réseau de trafiquant d'objets d'antiquités activant sur l'axe Alger-Jijel-Constantine-Skikda qui s'apprêtait à écouler une quantité importante de pièces de monnaie datant de l'époque romaine, une enquête a été enclenchée par la Gendarmerie nationale, a précisé le commandant de la compagnie de la Gendarmerie nationale d'El Khroub, lors d'une conférence de presse tenue au siège du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, à El Mansourah. Une souricière dressée par les éléments de la Gendarmerie nationale d'El Khroub a permis, a-t-il dit, d'appréhender six individus, âgés entre 25 et 45 ans, à bord de deux véhicules touristiques en possession de 2 351 pièces de monnaie datant de l'époque romaine. Le commandant Ali Chelili a également indiqué que dès le parachèvement des procédures légales, les six mis en cause dans cette affaire de trafic seront présentés devant les instances judiciaires spécialisées. De son côté, la directrice du musée public national Cirta, Amel Soltani, présente à la conférence de presse, a souligné que ces pièces de monnaie sont protégées conformément à la loi n 98-04 du 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel, expliquant que ces pièces ont été frappées à l'époque de l'empereur Constantin. « L'étude de ces pièces, d'une valeur historique et archéologique inestimable, va permettre au musée public Cirta de mettre davantage en valeur un pan important de l'histoire de l'Algérie », a-t-elle soutenu. **R.R**

PROGRAMME DE CONTES SUR RÉSEAU SOCIAL

Hdidouène et autres personnages

En cette période de fermeture des salles de spectacle causée par la pandémie du coronavirus, le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi diffuse sur sa chaîne Youtube dès, aujourd'hui, dimanche 21 juin, une sélection de contes de Mahi Seddik.

Conteur et auteur, Mahi (Meslem) Seddik est programmé sur le réseau social (Youtube, Facebook) du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) jusqu'au samedi 04 juillet. Dans son communiqué, cette institution culturelle précise qu'une série de contes sera proposée aux intéressés entre 11H00 et 15H00. Les représentations de ce conteur (raoui en arabe et/ou goual) relèvent, entre autres, du patrimoine national algérien. Les spectacles (au nombre de six durant sept jours) seront ponctués d'un concours de dessin, de questions-réponses pour les enfants et les jeunes sur les histoires, initié par le TNA. Conteur de métier, animant la rue et les scènes au niveau national et international, Mahi Seddik est également auteur d'ouvrages, lui qui œuvre à la promotion de la tradition orale des goual. Il tâche de collecter des récits et des histoires contées avant de les produire sous une forme théâtrale, au profit des enfants et d'un public de tout âge. Dans son recueil sorti en 2019, Moula Moula (oiseau de bon augure), il s'est appliqué à une traduction de textes de l'arabe algérien vers le français, après avoir effectué un long travail de recherche dans la région de Tamanrasset (Sud d'Algérie). Dans de précédentes publications, Mahi Seddik met aussi en valeur le patrimoine populaire ancien. Il a même évoqué le phénomène de la « harga » dans Nawres. Un texte puisé d'une réalité à la suite d'une visite effectuée dans la ville de Béni Saf (côte ouest d'Algérie). Cet auteur, habitué aux rondes populaires et au théâtre de la halqa, a animé nombre de festivals internationaux et nationaux dans son pays. Aussi, a-t-il encadré plusieurs sessions de formation en Tunisie et aux Emirats Arabes Unis notamment. Assimilé aussi à un comédien, ce conteur émérite est natif de Sidi Bel Abbes (ville de l'ouest algérien) en 1960. Il est présenté comme celui qui a passé son enfance et son adolescence sur les bords de la Mekerra et au pied de Tessala. Il sera mené d'abord aux planches du théâtre et bénéficier d'une formation, avant de se retrouver ensuite sur les routes. Tout comme les anciens troubadours, il rapporte les contes et légendes de son pays et des peuples du monde. Il écoute, il transcrit et il restitue la mémoire. Considéré par certains comme le dernier goual de la tribu des Beni Ameur, il a confié que « ma mère fut mon premier goual (diseuse de contes) car j'ai grandi dans le conte, la parole , dans l'écoute et dans ma ville il existe une Place qu'on appelle tahtaha ou les goual se relayaient. Quand je vais à l'école je passe par la Place publique, je trouve le goual, quand je reviens je trouve encore le goual ».



R. C

SITUATION DE L'ARTISTE EN TEMPS DE CRISE

Séminaire La musique en résilience

LE SECRÉTAIRE d'Etat chargé de la production culturelle, Salim Dada a pris part vendredi au séminaire virtuel La musique en résilience, organisé par le bureau du Maghreb de l'Unesco dans le cadre du programme ResiliArt sur la situation de l'artiste en temps de crises et de confinement sanitaire et sécuritaire.
Salim Dada a intervenu lors d'un panel dédié à « L'impulsion de la création musicale après la crise du coronavirus », réunissant les artistes Imed Alibi (Tunisie), Fayçal Azizi (Maroc), la chanteuse mauritanienne Malouma Mint El Meidah, le directeur du Festival de jazz de Tanger Moulay Ahmed Alami, le responsable au bureau du Maghreb de l'Unesco Karim Hendili et Zainab Guedira directrice de la Fondation culturelle Hiba coorganisateur de l'événement. Lors de son intervention, Salim Dada a fait un exposé sur les initiatives du ministère algérien de la Culture pour préserver une activité culturelle en temps de pandémie de coronavirus et sur les dispositions prises pour accompagner les artistes, particulièrement ceux dont les activités sont à l'arrêt du fait de la pandémie. Le secrétaire d'Etat chargé de la production culturelle est également revenu sur le travail d'institutions comme l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (Onda) et le Conseil national des arts et des lettres (Cnal) ainsi que sur les dispositions du le décret exécutif 14-69 du 9 février 2014 fixant l'assiette, le taux de cotisation et les prestations de sécurité sociale auxquelles ouvrent droit les artistes et les auteurs. Pour plusieurs participants, la crise du coronavirus n'a fait que mettre à nu « une situation très fragile vécue par les artistes maghrébins et africains depuis de nombreuses années », notant que cette pandémie a révélé « que le produit culturel est une nécessité dans la vie quotidienne ». Les artistes de ce panel voient en cette crise une occasion de restructurer ce secteur et d'établir un « dialogue sérieux sur le statut de l'artiste », dialogue « déjà entamé récemment en Algérie, au Maroc et en Tunisie », sur la rémunération des artistes et une décentralisation des manifestations. Les participants à ce panel ont débattu des possibilités de créer un marché local de l'art ou de promouvoir la production locale dans le marché international à travers des efforts « d'exportation du produit culturel, un accompagnement des artistes par une diplomatie culturelle, des festivals de renommée internationale ou encore un accompagnement des initiatives et projets indépendants dans les industries culturelles ». Salim Dada a également abordé la nécessité de préserver et valoriser le patrimoine culturel de chaque pays, véhiculant l'image de marque de la culture locale, et d'éviter la folklorisation du patrimoine. Dans le cadre de l'initiative RésiliArt, lancée le 15 avril dernier par l'Unesco, le secrétariat d'Etat chargé de la production culturelle avait lancé des consultations avec des artistes algériens sur le statut de l'artiste en temps de crise (Covid-19), dans le cadre des préparatifs de l'Atelier consacré au projet de loi sur le statut de l'artiste.



SORTIR

MUSIQUE Groupe El Dey d'Alger en ligne jusqu'au jeudi 25 juin. Fusion entre la musique diwane (gnawa algérien), le chaâbi et le flamenco mêlant quelques touches plus jazzy. Le titre Maria a fait leur popularité.
Né en 2009 à Hussein-Dey, Alger, il a sillonné l'Algérie dans des festivals. En dehors de ses concerts en Algérie, le groupe s'est produit en Tunisie, au Brésil, en Espagne en France et au Canada.
ELDEY - Slami Likoum : facebook.com/watch
Machi ghardi (ce n'est pas par envie) : reprise de la chanson de Kamel Messaoudi : youtube.com/watch?v=_IwqZ3BSF4E

ECRITURE Concours d'écriture A quoi ressemblera le monde de demain ? Pour les juniors (- 18 ans) & adultes (18 ans +). Participer avec un texte de poésie, conte, nouvelle ou bien un dessin. A envoyer avant le mardi 30 juin à minuit. Adresse : concoursdecriture2020.alger@if-algerie.com. Consulter : if-algerie.com/alger

JEUX Africa Games Space – Salon africain du jeu vidéo et des loisirs – du mercredi 01 juillet au dimanche 05 juillet. Pavillon central de la Société algérienne des foires et Expositions, Pins-Maritimes, Alger. Pour les Gamers, Geeks, Streamers, amoureux de jeux vidéos… Consulter les pages Facebook africagamesspace et proboxalgerie.

THEATRE Nouvelle production pour enfants du Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran : Qitar eddounia (Le train de la vie). Ecrite par Mansouri Bachir, mise en scène de Houari Abdelkhalek, scénographie de Mouffok Djillali. Un spectacle qui sera présenté après la levée du confinement.

SINGLE Nouveau titre Aâyit (Je suis fatigué, 03: 55 minutes, plateforme distrokid.com / videos) du groupe pop Index Dz d'Alger. Et reprise du cover Sept heures moins quart, titre adapté à l'urgence sanitaire de l'heure pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CLIP Nouvelle chanson Qololi (Dites-moi) du collectif Bandya Social Club. Les artistes Hamidou, Baâziz, Abderahmane Djalti, Kamel Bouakaz, Fouad Chemlal, Mohamed Lamine, Fathi Tabouche, Hakim Salhi, Mohamed KG2, Noureddine Allane, Mohamed Reda Djender, Mennacer Mustapha et Reda Sika appellent au partage avec humour.

HOMMAGE Manu Dibango le saxophoniste. Soul Makossa sur youtube.com/watch?v=ny78BCBir2Q
12 décembre 1933 : Naissance à Douala au Cameroun.
1972 : Premier album O Boso.
1972 : Soul Makossa dans les classements américains.
1989 : première autobiographie Trois kilos de café.
2014 : Dernier album Balade en saxo.
2019 : Tournée des soixante ans de carrière.
24 mars 2020 : Mort à Paris des suites du coronavirus.

FESTIVAL 18e édition des Rencontres Cinématographiques de Béjaïa. Avec l'association Project'heurts du samedi 19 au jeudi 24 septembre (date à confirmer). Appel aux producteurs et réalisateurs. Films : courts et longs métrages, documentaires et films d'animation datant de 2019 ou 2020. Envoyer avant le jeudi 25 juin un lien Vimeo à l'adresse suivante : programmationrcb20@gmail.com



Trop dangereux, le fameux bus d'"Into the Wild" en Alaska déplacé

Un vieux bus des années 40, devenu un lieu de pèlerinage en Alaska pour des aventuriers du monde entier, notamment depuis son apparition dans le film de Sean Penn "Into the wild", a été déplacé afin de protéger les randonneurs trop téméraires.

Surnommé le "Magic bus", il était mentionné dans le livre tiré d'une histoire vraie "Voyage au bout de la solitude" de Jon Krakauer (1996), et figurait sur l'affiche de son adaptation au cinéma en 2007, racontant le périple d'un jeune homme cherchant à fuir la civilisation pour se rapprocher de la nature.
Situé au bout du chemin de randonnée Stampede Trail, le bus avait fini par attirer de plus en plus de curieux, pas toujours bien préparés. Entre 2009 et 2017, quinze opérations de secours en lien avec le fameux véhicule ont dû être organisées, selon les autorités locales. Certains ont même trouvé la mort, comme des voyageurs venus de Suisse et de Biélorussie, en 2010 et 2019, noyés lors d'expéditions pour aller voir le "Magic bus".
Jeudi, il a été déplacé de son coin de nature reculé en étant soulevé par un hélicoptère de l'armée, a déclaré la Garde nationale. "Après avoir étudié de près le problème, pesé de nombreux facteurs, et considéré une variété d'alternatives, nous avons décidé qu'il était mieux de déplacer le bus de cet endroit", a déclaré Corri Feige, la commissaire chargée des ressources naturelles pour l'Etat d'Alasaka, à l'extrême nord-est du continent américain.
Il sera conservé pour le moment dans un site sécurisé, jusqu'à ce qu'il soit décidé quoi en faire, a-t-elle précisé. L'une des options est de l'exposer.

LE SAVIEZ VOUS !

Si vous passez une journée sur chacune des îles des Philippines, il vous faudrait près de 21 ans pour toutes les visiter !



L'archipel des Philippines comprend 7 641 îles, dont seulement 2 000 sont habitées. Elles sont regroupées dans les trois principaux groupes d'îles de Luzon, Visayas et Mindanao. Plus de 5 000 de ces îles n'ont pas encore de nom. Avec une simple opération mathématique, vous constaterez qu'il vous faudrait près de 21 ans pour visiter toutes ces îles si vous passez une journée sur chacune d'elles.

Le nom complet de la ville de Los Angeles est « El Pueblo de Nuestra Señora Reina de Los Angeles » !



El Pueblo de Nuestra Señora la Reina de los Angeles (la ville de Notre-Dame la Reine des Anges) est le nom complet de la célèbre ville américaine Los Angeles.
La ville a été fondée par les colons espagnols en 1781, qui devint au 20e siècle la métropole américaine de Los Angeles.
Les colonies officielles en Alta California (Haute-Californie) étaient de trois types : Presidio (militaire), Mission (religieux) et Pueblo (civil). El Pueblo ou la ville de de los Angeles était
la deuxième ville créée lors de la colonisation espagnole de la Californie, la première était San Jose, en 1777.

La route la plus longue du monde s'étend de l'Alaska au point le plus extrême de l'Amérique du Sud !



Selon le Livre Guinness des records, la route panaméricaine est la route la plus longue du monde allant de Prudhoe Bay, en Alaska, à Ushuaïa, en Argentine, la ville la plus australe de l'Amérique du Sud.Avec une longueur de
48 000 kilomètres cette route traverse 14 pays : Les États Unis, Canada, Mexique, Guatemala, Le Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama, Colombie, Équateur, Pérou, Chili, Argentine.Alors, si vous rêvez du road trip parfait, c'est sur cette route que ce rêve s'exaucera !



Adam Lockwood, 19 ans, escalade habilement des bâtiments au Royaume-Uni et en Europe depuis deux ans.

Une vidéo filmée mardi soir montre le jeune casse-cou assis sur le bord du balcon d'un immeuble de 53 étages, The Madison, à Canary Wharf, au centre de Londres.

Adam n'hésite pas à plaisanter de la situation en se tenant dans le vide à 182 mètres de hauteur avec une seule main. Des images qui donnent des sueurs froides aux personnes les plus sensibles.

Ils exécutent des cascades incroyables sur le plus gros écrou du monde



Des acrobates de renommée mondiale, les "Dunking Devils", se sont associés à des entreprises slovènes pour effectuer des cascades à couper le souffle sur le plus gros écrou métallique du monde.

Fan de Star Wars? Ce Airbnb est fait pour vous



Les fans de Star Wars à la recherche d'un voyage post-confinement peuvent ajouter ce Airbnb entièrement dédié à la franchise populaire à leur liste.
Cette maison de neuf chambres, appelée "Twelve Parsecs", est basée en Floride, aux États-Unis, et dispose de machines à fumée et d'un éclairage spécial pour créer une expérience unique dans l'univers Star Wars.
Les chambres sont inspirées d'Endor, Dagobah, Tatooine, Naboo, Hoth, Cloud City et Mustafar et chacune d'entre elles dispose d'une porte de sortie représentant un vaisseau spatial.
L'une des chambres est notamment composée de planètes en 3D qui se détachent des murs et d'un lit inspiré du Faucon Millenium, avec un cockpit interactif.

Bloqué par le confinement, il traverse l'Atlantique pour retrouver ses parents



Un Argentin vivant en Espagne, ayant eu le mal du pays pendant le confinement lié au coronavirus, a navigué 85 jours pour retrouver son père de 90 ans et sa mère de 82 ans en Argentine. Mercredi, Juan Ballestero est arrivé à Mar del Plata, sa ville natale.

À bord d'un voilier, Juan Ballestero est parti du Portugal le 24 mars dernier pour traverser l'Atlantique.
Ce dernier avait l'intention de rejoindre l'Argentine avant le 15 mai pour célébrer les 90 ans de son père, mais sa traversée a pris du retard en cours de route, et l'homme de 47 ans a même failli perdre la vie à cause de vents violents au large des côtes brésiliennes.

Heureusement, il est finalement arrivé mercredi à Mar del Plata, sa ville natale. Cependant, Juan devra encore un peu patienter pour retrouver ses parents, puisqu'il a décidé de rester en quarantaine sur son bateau pendant 15 jours.

Pour Linus Torvalds, Linux 5.8 est « l'une des meilleures versions de tous les temps »

Technologie : La nouvelle version 5.8 du noyau Linux a de quoi ravir son créateur, Linus Torvalds, qui la qualifie de « meilleure version jamais publiée »... à grand renfort de centaines de milliers de lignes de code supplémentaires.

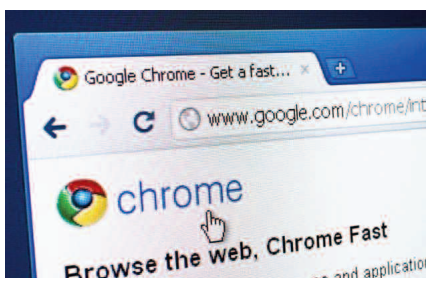


Le responsable du noyau Linux, Linus Torvalds, semble ravi de la première ébauche du noyau Linux 5.8, qui contient 800 000 nouvelles lignes de code et plus de 14 000 fichiers modifiés, soit une révision d'environ 20 % des fichiers du noyau.
« Je ne m'attendais pas vraiment à cela, mais cette version 5.8 semble être l'une de nos meilleures versions de tous les temps », s'est réjoui le créateur du noyau lors de la présentation de ce nouveau noyau.
Tout n'avait pourtant pas bien commencé. Au début de ce mois, Linus Torvalds avait en effet durement critiqué un correctif de sécurité développé par les ingénieurs d'AWS pour Linux 5.8, qui aurait selon lui pu entraîner une baisse des performances de certaines applications. Ce correctif étant terminé, il s'est satisfait du rythme de développement du noyau Linux, qui se concentre sur les composants de base, les mises à jour des pilotes et les améliorations de la conception du noyau.
La version 5.8 du noyau de Linux fait à peu près de la même taille que la version 4.9 de Linux de 2016, que Torvalds avait alors estimé comme « la plus grande que nous ayons jamais eue » et qui s'étendait sur plus de 22 millions de lignes de code. Une taille toutefois « artificielle » selon lui, qui avait mis en avant le sous-système de pilotes Greybus pour supporter le smartphone modulaire de Google, le projet Ara, maintenant abandonné.

Big is better

« Avec la version 5.8, nous n'avons aucun signe de ce genre de problème qui rendrait la version plus volumineuse – il y a simplement beaucoup de développement là-dedans », écrit Linus Torvalds. Si la nouvelle version s'impose donc comme très volumineuse, elle contient moins de nouvelles lignes de code que la version 4.12, qui reste à ce jour le « champion incontesté de la taille ».
A noter que d'autres noyaux ont été de taille comparable en raison de sous-systèmes particuliers. Par exemple, la version 4.2 comportait un autre dépassement du nombre de lignes du pilote GPU d'AMD, tandis que la version 2.6.29 comportait des ajouts importants de pilotes de mise en scène.
Linux 5.8 apporte des mises à jour pour la plateforme de virtualisation Hyper-V de Microsoft, les puces Arm, le sous-système Direct Rendering Manager (DRM), la mise en réseau, les pilotes, IBM Power PC, le système de fichiers exFAT de Microsoft, récemment ouvert, et bien plus encore. Malgré sa taille, Linus Torvalds ne s'attend pas à ce que la version 5.8 de Linux soit une version gênante.

Google supprime 106 extensions Chrome un peu trop curieuses



Technologie : Google vient d'annoncer avoir supprimé 106 extensions Chrome épinglées pour avoir collecté des données sensibles de ses utilisateurs.
Google continue son grand ménage de printemps. Le géant américain vient en effet de supprimer 106 extensions Chrome malveillantes, toutes prises la main dans le sac à collecter des données utilisateurs sensibles. Ces 106 extensions font partie d'un lot de 111 extensions Chrome qui ont été identifiées comme malveillantes dans un rapport publié aujourd'hui par la société de cybersécurité Awake Security.
Selon Awake, ces extensions se posent comme des outils pour améliorer les recherches sur le web, convertir des fichiers en différents formats, comme des scanners de sécurité, et plus encore. Mais en réalité, Awake indique que ces extensions contenaient du code permettant de contourner les scanners de sécurité de la boutique en ligne Chrome de Google, de faire des captures d'écran, de lire le presse-papiers, de récolter des cookies d'authentification ou de saisir les frappes des utilisateurs (comme les mots de passe).

Awake pense que toutes les extensions ont été créées par un seul et même acteur, bien que la société ne l'ait pas encore identifié. La principale connexion entre toutes les extensions était qu'elles renvoyaient les données des utilisateurs aux domaines enregistrés par l'intermédiaire du bureau d'enregistrement de domaine GalComm.

Une seule et même source

En outre, Awake affirme que de nombreuses extensions semblaient également partager les mêmes graphiques et la même base de code, avec de légères modifications. Dans certains cas, les extensions avaient même le même numéro de version et les mêmes descriptions, explique l'entreprise dans son rapport. Awake indique qu'en mai 2020, lorsqu'elle a contacté Google, les 111 extensions malveillantes avaient été téléchargées 32,9 millions de fois.
Sur la base de la télémétrie interne, Awake indique que certaines de ces extensions ont été trouvées sur les réseaux de « services financiers, pétrole et gaz, médias et divertissement, soins de santé et produits pharmaceutiques, vente au détail, haute technologie, enseignement supérieur et organisations gouvernementales », agissant en fait comme des portes dérobées dans les réseaux privés et les outils d'espionnage – bien qu'il n'y ait aucune preuve qu'elles aient été utilisées comme telles.
La société a fourni la liste des 111 extensions malveillantes identifiées ici. Harry Denley, directeur de la sécurité de la plateforme MyCrypto, a fourni à ZDNet le statut de chaque extension. Au moment de la rédaction du présent document, seules cinq des 111 extensions signalées par Awake à Google sont encore en ligne sur le Chrome Web Store. Conformément à la pratique courante, Google a désactivé les extensions Chrome dans le navigateur de chaque utilisateur. Les extensions sont toujours installées, mais désactivées et marquées comme "malware" dans la section des extensions du navigateur Chrome.

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA

*****

Directeur Général
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL

******

FLASHAGE
Centre, Est : LJI

******

DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP

******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59

******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax :
(026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2020

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h05 Cinéma - Comédie — TF1
Spy

20h05 Cinéma - Comédie — France 2
Lolo

20h00 Magazine de société — M6
Zone interdite

20h10 30ème journée — CANAL+
EVERTON / LIVERPOOL

20h00 Magazine de société — W9
Enquêtes criminelles

21h34 Cinéma - Film de science-fiction — CINE + FRISSON
Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2009
Terminator Renaissance

20h05 Cinéma - Comédie sentimentale — 6ter
France - 2007
Cherche fiancé tous frais payés

21h36 Cinéma - Thriller — CINE + PREMIER
Broken City

22h00 Magazine de reportages — C8
Enquête sous haute tension

22h17 Cinéma - Western-2019 — CINE CINEMA
Never Grow Old

21h13 Cinéma - Comédie dramatique — CANAL+ family
Grande-Bretagne - 2006
Ma finale 66

20h10 Série policière (2004 - Etats-Unis) — TMC
Cold Case

20h05 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique (2019 - Etats-Unis)
Saison 5 - Épisode 11:
La somme de toutes les expériences

Le jour de la cérémonie du mariage de Whitney et Colin est enfin arrivé. Toute la famille Solloway se retrouve à Montauk pour assister aux noces de la soeur aînée. Noah appréhende les rétrouvailles avec Helen. Il se demande si elle éprouve toujours de la rancoeur envers lui.

21h27 Série de suspense (2020 - Etats-Unis)
Saison 8 - Épisode 3: Faux amis
Homeland

Saul a été kidnappé au Pakistan par des hommes agissant pour le compte du groupe de Talibans mené par Haissam Haqqani. Cependant, ce dernier est convaincu qu'un traître se cache parmi ses soldats et décide de faire surveiller son fils Jalal. Pendant ce temps, à Kaboul, Carrie avoue à son supérieur hiérarchique que Yevgeni Gromov est entré en contact avec elle.

19h02 Culture Infos - Cinéma
France - 2019
Shyamalan : l'étrange Night

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	03:18	12:31	16:23	19:56	21:37	03:26	12:36	16:27	19:59	21:38	03:38	12:50	16:42	20:15	21:55	03:54	12:41	16:21	19:52	21:22	03:48	12:57	16:47	20:20	21:59	03:54	13:02	16:52	20:24	22:02	03:59	13:05	16:54	20:26	22:04

LE JEUNE INDEPENDANT

N° 6719 — DIMANCHE 21 JUIN 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	29°	17°
Oran	29°	16°
Constantine	30°	13°
Ouargla	36°	23°

DROGUES ET ALCOOL AU VOLANT

Mille accidents chaque année

La conduite en état d'ivresse et sous l'emprise des drogues est en pleine progression. Chaque année les services de sécurité dénombrent une moyenne de mille accidents routiers dus à la consommation des drogues l'alcool, causant la mort des dizaines de personnes et faisant des centaines de blessées.

En février 2018, le Commandement de la Gendarmerie nationale a introduit, pour la première au pays, de nouveaux appareils de dépistage de l'alcool et des drogues. Il s'agit respectivement d'«Éthylomètre» et de «Drug test».

L'objectif de cette nouvelle acquisition en équipements modernes est de lutter contre le phénomène en vogue, celui de la conduite sous l'emprise des cannabis et de l'alcool dont la consommation chez les adultes et jeunes conducteurs est en pleine hausse.

Chaque année, le cannabis traité et l'alcool provoquent une moyenne de 1000 accidents routiers au pays, dont 300 accidents recensés rien que dans les milieux urbains par la Sûreté nationale.

Ces accidents de la circulation provoquent, durant la période considérée, une moyenne de cent morts et près de mille blessés, c'est ce qu'a constaté les bilans et études des services de sécurité, Gendarmerie et Sûreté nationale.

Aussi, chaque année, plus de 1000 cas positifs sont dénombrés après des contrôles effectués sur des conducteurs suspects par les gendarmes avec l'ancien appareil «Alcootest».

Les résultats positifs obtenus par l'utilisation des deux appareils sont joints au procès-verbal adressé aux instances judiciaires compétentes sans le prélèvement d'un échantillon de sang.

Il faut savoir que la loi algérienne puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 100.000 DA à 300.000 DA, tout conducteur en état d'ivresse qui commet un homicide involontaire.

Ces chiffres dénombrés sont appelés à la hausse pour les prochaines années, vue l'augmentation de la consommation des stupéfiants au volant constatée par les services de sécurité.

Ainsi, l'enrôlement des nouveaux appareils de dépistage depuis



l'année 2018 et ce, dans le cadre de la lutte contre les accidents routiers qui, rappelons-le, engendre chaque année des milliers de morts, le Commandement de la Gendarmerie nationale a effectué plusieurs contrôles et procédé à de nombreuses arrestations.

Le premier appareil de dépistage de l'alcool «Ethylomètre», qui remplace l'ancien appareil de l'alcool appelé «Alcootest», se distingue par la facilité de son utilisation et la rapidité de sa réponse qui se fait en des temps très courts.

Il suffit juste de passer l'appareil à proximité du conducteur, susceptible d'être en état d'ivresse (sans utilisé un embout buccal comme c'était le cas avant) pour avoir le bon résultat.

Si le résultat est négatif, le conducteur peut quitter le point de contrôle sans que cela ne lui prenne beaucoup de son temps.

Dans le cas contraire, le véhicule sera immobilisé et le conducteur sera interdit de poursuivre, sa route pour éviter tout accident pouvant provoquer des dégâts corporels ou matériels. Toutefois, tout conducteur en état d'ivresse qui commet un homicide involontaire ou un accident grave sera systématiquement arrêté et conduit en prison en plus d'une lourde amende.

Aussi, l'utilisation de cet appareil sur le terrain, lors du constat d'un accident de la circulation, facilite les mesures qui s'imposent puisque les résultats négatifs obtenus par l'utilisation du nouveau appareil de dépistage de l'alcool «Ethylomètre» seront joints au procès-verbal adressés aux instances juridiques compétentes et permettra d'éviter le prélèvement d'un échantillon de sang.

Outre l' «Ethylomètre», les unités de sécurité routière de la Gendarmerie nationale se sont dotées, pour la première fois, d'un nouvel appareil de détection des drogues et de psychotropes, le «Drug test» qui est un dispositif d'analyse salivaire. Tout comme l' «Éthylomètre», cet appareil est simple est d'usage rapide.

Il suffit, pour chaque gendarme, de prélever un échantillon de salive du conducteur ou conductrice suspecté d'avoir consommé une drogue ou pris des psychotropes à l'aide d'un tige de prélèvement d'échantillon qui sera, ensuite, insérée dans le nouvel appareil «Drug test» de détection des drogues qui affichera le résultat au bout de dix minutes.

Ce nouveau procédé permet d'éviter le déplacement du conducteur ou conductrice vers l'hôpital afin de prendre un échantillon de sang pour l'analyser et attendre le résultat, ce qui pourrait prendre beaucoup de temps, voire plusieurs heures.

Si le résultat est négatif, le conducteur pourrait alors reprendre sa route sans qu'aucune procédure ne soit prise à son encontre. Dans le cas contraire, le conducteur sera arrêté.

En substance, l'acquisition, par les unités de sécurité routière de la Gendarmerie, de ces nouveaux appareils a permis le renforcement de l'action préventive de la Gendarmerie nationale contre la délinquance routière, dont le facteur humain constitue la cause principale.

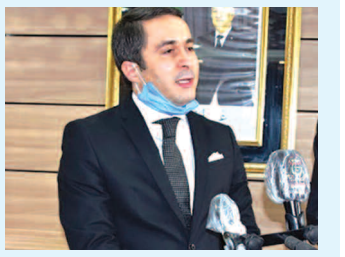
En plus de la Gendarmerie nationale, la DGSN a, à son tour, élaboré un plan sécuritaire spécial pour la lutte contre la conduite en état d'ivresse et sous l'emprise des drogues, en voyant le phénomène en train de s'amplifier.

En effet, la Direction Générale de la Sûreté Nationale avait lancé en 2019, une campagne de sensibilisation sur la conduite en état d'ivresse (une première en Algérie).

Cette première campagne avait pour objectif de rappeler les conducteurs sur les dangers que représente l'alcool au volant et les contraintes importantes qui peuvent en découler sur la vie des victimes.

De ce fait, les services opérationnels relevant de la DGSN ont enregistré 142 accidents de la route causée par la conduite en état d'ivresse, pendant le premier semestre de l'année 2019, faisant 15 personnes décédées et 127 personnes blessées.

Sofiane Abi



PLAN NATIONAL DE JEUNESSE

Le MJS reçoit un recueil de dix propositions

LE MINISTÈRE de la Jeunesse et des Sports (MJS) a reçu samedi à Alger un recueil de dix propositions, élaboré et présenté par un collectif national d'associations de jeunesse activant au niveau des 48 wilayas, dans le cadre des pourparlers visant à enrichir «le plan national de jeunesse».

Des centaines d'associations ont participé à l'élaboration de ce recueil et plusieurs d'entre elles devaient être présentes au siège du MJS au moment de sa présentation, mais les mesures préventives relatives à la pandémie du nouveau coronavirus, ont finalement réduit leur nombre à seulement quelques-unes.

C'est Medjdi Bekri, le responsable d'une association de jeunes activant au niveau de la wilaya d'Adrar, qui a été désigné pour remettre ledit recueil au ministre Sid Ali Khaldi.

Parmi les plus importantes propositions qui ont été soumises au MJS à travers ce recueil, la réduction de l'âge minimum pour aspirer à des postes à responsabilité, «ce qui à l'avenir permettrait aux jeunes de figurer en pole position dans la prise de décision».

Toujours dans le cadre de sa politique d'écoute, le ministre a attiré l'attention sur le rôle prépondérant qu'a joué le Forum numérique de la jeunesse algérienne sur la plateforme Zoom,notamment en cette période de pandémie, pendant laquelle les rencontres directes et contacts physiques ont été considérablement réduits, par mesure de prévention». «Ce Forum a même permis à de jeunes Algériens établis à l'étranger d'apporter leur contribution à l'enrichissement de ce recueil, en soumettant leurs propres propositions», a souligné le ministre.

Selon la même source, cette initiative «n'est qu'un début» dans le cadre de la politique d'écoute du MJS pour impliquer la jeunesse de manière directe dans le développement de l'Algérie nouvelle, surtout que l'Etat considère cette frange de la société comme «le moteur» qui mènera à ce progrès.

S. S.

COVID-19

L'UA ouvre une pharmacie en ligne pour des fournitures médicales

L'UNION AFRICAINE (UA) a mis en place une pharmacie en ligne pour permettre aux Etats membres d'accéder à des fournitures médicales essentielles pour lutter contre la pandémie de coronavirus, a déclaré le président de l'Union, Cyril Ramaphosa. Le président sud-africain s'exprimait vendredi à l'occasion du lancement de la Plateforme africaine des fournitures médicales lors d'une conférence de presse virtuelle à Pretoria. «Cette pharmacie unique de l'UA est une initiative à but non lucratif conçue pour servir de réponse immédiate, intégrée et pratique à la pandémie de Covid-19», a déclaré Ramaphosa.

Il a ajouté que «les Etats membres de l'UA pourraient s'approvisionner en fournitures médicales directement auprès des fabricants pour les quantités nécessaires et à des prix compétitifs». «Une fois qu'un vaccin sera disponible, il sera également ajouté à ce portail conformément à notre engagement déclaré de garantir un accès équitable à toute forme de médicament salvateur», a-t-il déclaré. Il a révélé que les ressources «seront garanties par les gouvernements sur la base d'un quota déterminé, entre autres, par le niveau de vulnérabilité. Les avantages d'une telle mise en commun des ressources sont innombrables.» Ramaphosa a déclaré que les pays auraient facilement accès à un marché en ligne en un clic, par opposition au «processus onéreux et long de parcourir le monde pour se procurer ces fournitures médicales».

R. I.